

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL

Société de droit étranger

Siège social : Plumtree Court, 25 Shoe Lane, London, United Kingdom, EC4A 4AU (Royaume-Uni)

N° d'entreprise : 02263951

Succursale en France : 85 Avenue Marceau 75116 PARIS

829 164 003 RCS PARIS

COMPTES ANNUELS 2022**Rapport des auditeurs indépendants au membre de Goldman Sachs International****Rapport sur l'audit des états financiers****Opinion**

Selon nous, les états financiers de Goldman Sachs International :

- donnent une image fidèle de la situation de la Société au 31 décembre 2022 ainsi que de son compte de résultat et de son état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni ; et
- ont été préparés selon les exigences de la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006.

Nous avons audité les états financiers versés au Rapport annuel, qui comprennent : le bilan au 31 décembre 2022 ; le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date ; et les notes afférentes aux états financiers, qui comprennent une description des principales méthodes comptables.

Notre opinion est conforme à notre rapport au Comité d'Audit du Conseil d'administration.

Opinion distincte concernant les normes internationales d'information financière adoptées en application du Règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'il s'applique dans l'Union européenne

Comme expliqué à la Note 2 « Bases de préparation » aux états financiers, la société, outre l'application des normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, a également appliqué les normes internationales d'information financière adoptées en application du Règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'il s'applique dans l'Union européenne.

Selon nous, les états financiers de la société ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière adoptées en application du Règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'il s'applique dans l'Union européenne.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit du Royaume-Uni (*International Standards on Auditing (UK)* - « ISA (R.-U.) »), aux normes internationales d'audit publiées par l'International Auditing and Assurance Standards Board (« ISA ») et à la législation en vigueur. Nos responsabilités au titre des normes ISA (R.-U.) et ISA sont décrites plus précisément dans la section de notre rapport portant sur les Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour constituer le fondement de notre opinion.

Indépendance

Nous sommes restés indépendants de la société conformément aux exigences déontologiques pertinentes dans le cadre de notre audit des états financiers au Royaume-Uni, qui comprennent la Norme éthique du Financial Reporting Council (« FRC ») telle qu'elle s'applique aux autres entités cotées d'intérêt public et le Code international d'éthique pour les comptables professionnels (*International Code of Ethics for Professional Accountants*), y compris les normes internationales d'indépendance, publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA). Nous avons par ailleurs honoré nos autres responsabilités d'ordre éthique conformément à ces exigences.

Nous déclarons qu'à notre connaissance, aucun service hors audit interdit par la norme éthique du FRC ou l'article 5, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 537/2014 n'a été fourni.

En dehors des services visés à la Note 6 « Charges d'exploitation nettes » aux états financiers, nous n'avons fourni aucun service hors audit à la société ou à ses entités contrôlées au cours de la période concernée.

La portée de notre audit

Dans le cadre de la conception de notre audit, nous avons déterminé le seuil de signification et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers.

Questions d'audit clés

Les questions d'audit clés sont les questions qui, selon le jugement professionnel des auditeurs, se sont avérées les plus importantes dans le cadre de notre audit des états financiers de l'exercice actuel et comprennent les risques d'anomalies significatives considérés comme les plus importants (que ces anomalies proviennent ou non de fraudes) identifiés par les auditeurs, y compris ceux qui ont le plus d'effet sur : la stratégie d'audit globale, l'affectation des ressources à l'audit et l'orientation des efforts de l'équipe de mission. Ces questions et tout commentaire formulé sur les résultats de nos procédures ont été abordés dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble et nous ont permis de nous faire une opinion sur ces questions. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte à ce sujet.

Nous ne proposons pas de liste exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

Les principales questions d'audit ci-dessous sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent.

Notre approche d'audit

Aperçu

Portée de l'audit.

- Nous procédons à un audit complet des états financiers de l'ensemble de la société en tant que composante unique. La portée de l'audit ainsi que la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit ont été déterminées dans le cadre de notre évaluation des risques, de l'importance financière des postes des états financiers et des facteurs qualitatifs (y compris les antécédents d'anomalies résultant de fraudes ou d'erreurs). En particulier, nous avons vérifié les postes pour lesquels les administrateurs formulaient des jugements subjectifs, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables significatives reposant sur des hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui sont intrinsèquement incertains.

Question d'audit clés.

- Valorisation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur. Veuillez consulter la Note 29 « Evaluation de la juste valeur » aux états financiers.

Seuils signification.

- Seuil de signification global : 404 millions de dollars (2021 : 355 millions de dollars) à proportion d'1 % du total des fonds propres de catégorie 1.
- Seuil de signification de la performance : 303 millions de dollars (2021 : 266 millions de dollars).

Question d'audit clé	Comment notre audit a traité la question d'audit clé
<p>Valorisation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur</p> <p>Veuillez consulter la Note 29 « Evaluation de la juste valeur » aux états financiers.</p> <p>Conformément aux méthodes comptables énoncés dans la Note 3 « Résumé des principales méthodes comptables » aux états financiers, la majorité des actifs et passifs financiers sont inscrits au bilan à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont constatées dans les revenus nets. Au 31 décembre 2022, le total des actifs et passifs financiers à la juste valeur s'élevait à 1 025,21 milliards de dollars et 962,10 milliards de dollars respectivement. L'audit de la valorisation des actifs et des passifs financiers a nécessité d'importantes ressources d'audit. Il constitue un domaine d'incertitude d'estimation et donc une question clé de l'audit.</p> <p>Les justes valeurs pour la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur et détaillées à la Note 29 « Evaluation de la juste valeur » sont fondées sur des prix et paramètres observables et classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie de la juste valeur. Les valorisations des instruments financiers dérivés sont calculées par des</p>	<p>Nous avons examiné et évalué la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles sur l'évaluation des actifs et passifs financiers. Ces contrôles incluaient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation des modèles nouveaux et existants par une équipe spécialisée au sein de la fonction Risques ainsi que des contrôles d'accès et de gestion du changement pour les modèles utilisés ; • Le processus de vérification des prix mis en œuvre par la fonction Contrôle des produits en s'appuyant sur des prix et paramètres de modèle fournis par des tiers ; et • Le calcul et l'approbation des principaux ajustements de valorisation. <p>N'ayant relevé aucune anomalie significative dans la conception ou l'efficacité opérationnelle de ces contrôles, nous avons déterminé que nous pouvions nous appuyer sur ces contrôles aux fins de notre audit. En outre, nous avons effectué les tests substantiels décrits ci-dessous.</p>

modèles financiers reposant sur différents paramètres. La plupart des instruments dérivés de la société sont négociés sur des marchés actifs et les valorisations de la direction peuvent s'appuyer sur des paramètres observables externes.

La société souscrit également des instruments financiers dérivés complexes et moins liquides lorsque le marché est limité ou qu'aucun marché actif n'existe. Dans ces cas, il existe moins de preuves observables pour soutenir les valorisations, ce qui entraîne une plus grande incertitude d'estimation. Si un ou plusieurs paramètres de valorisation ne sont pas observables et significatifs, l'instrument financier est classé au niveau 3 dans la hiérarchie de valorisation. Au 31 décembre 2022, les actifs et passifs financiers de niveau 3 évalués à la juste valeur s'élevaient respectivement à 4,73 milliards de dollars et 7,88 milliards de dollars.

Nous avons procédé à une évaluation des risques des instruments financiers détenus par la société en nous appuyant sur notre expérience et notre connaissance de l'activité de la société. Nous avons utilisé cette analyse pour identifier les domaines nécessitant de faire preuve de davantage de jugement et la réalisation de tests plus précis. Nous en avons conclu que les risques d'anomalies significatives considérés comme les plus élevés concernaient la valorisation de certains instruments financiers dérivés de crédit et sur actions classés au niveau 3. Au sein des instruments dérivés de crédit, il s'agit notamment de la valorisation d'un portefeuille d'instruments financiers sensibles aux spreads de financement garanti, dont la méthodologie implique une estimation basée sur un certain nombre d'hypothèses. Au sein des instruments dérivés sur actions, il s'agit notamment d'un portefeuille d'instruments financiers sensibles aux corrélations qui ne sont pas observables.

Nous avons testé la valorisation d'un échantillon d'instruments de trésorerie par rapport à des sources tierces. Nous avons fait appel à des experts internes en matière de valorisation pour réévaluer un échantillon d'instruments financiers dérivés et de trésorerie, y compris des instruments de niveau 3, à l'aide de modèles et paramètres indépendants dans la mesure du possible.

En ce qui concerne un portefeuille d'instruments dérivés de crédit de niveau 3, nous avons fait appel à nos experts internes en matière de valorisation pour :

- Evaluer le caractère adéquat de la juste valeur en identifiant les écarts de financement alternatifs à l'aide de sources externes et en évaluant l'écart de valorisation ;
- Tester les données de valorisation de la direction par rapport à des sources externes ; et
- Entreprendre une nouvelle valorisation d'un échantillon de positions à l'aide des données de la direction et de notre propre modèle.

En outre, nous avons évalué un échantillon d'instruments dérivés sur actions de niveau 3 et, dans la mesure du possible, des données provenant de sources indépendantes, par exemple la corrélation. Pour les échantillons pour lesquels nous avons utilisé les paramètres de la direction pour réévaluer les instruments, nous avons évalué le caractère raisonnable des paramètres utilisés.

Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer les ajustements de valorisation. Nous avons testé un échantillon d'ajustements de valorisation à la fin de l'exercice.

Sur la base des travaux réalisés, nous avons constaté que les estimations de la direction concernant la juste valeur des actifs et passifs financiers étaient étayées par les éléments probants obtenus.

Nous avons effectué des tests pour vérifier que la direction avait alloué les instruments financiers dérivés au niveau approprié de la hiérarchie de la juste valeur, conformément à la politique établie, et que les classifications des politiques étaient adéquates.

Nous avons lu et évalué les informations fournies dans la Note 29 « Evaluation de la juste valeur » concernant les paramètres non observables importants et la hiérarchie de la juste valeur, et nous avons jugé que ces éléments étaient adéquats.

Comment nous avons adapté la portée de notre audit

Nous avons adapté la portée de notre audit de manière à nous assurer que nous avons effectué suffisamment de travaux pour pouvoir formuler une opinion sur les états financiers dans leur ensemble, en tenant compte de la structure de la société, des processus et des contrôles comptables et du secteur dans lequel elle exerce ses activités.

La société fournit une gamme de services financiers à des clients du monde entier. La société exploite également un certain nombre de succursales et d'agences en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique pour fournir des services financiers aux clients de ces régions. Nous considérons que la société et ses succursales représentent une seule composante d'audit. Les opérateurs de marché (*traders*) basés à l'étranger concluent des opérations pour le compte de la société. Dans ce cas, certains contrôles internes relatifs à l'information financière sont mis en œuvre dans ces pays. En outre, il existe un certain nombre de fonctions centralisées exploitées par la société mère ultime, The Goldman Sachs Group, Inc. (« Group Inc. »), aux Etats-Unis ou dans des centres de services partagés du groupe dans d'autres lieux pertinents dans le cadre de l'audit de la société. Nous avons déterminé la portée des travaux requis dans chacun de ces pays et communiqué des instructions aux cabinets du réseau PwC. Nous communiquons régulièrement avec les cabinets responsables des travaux tout au long de l'audit. Il s'agit notamment d'examiner les principaux documents de travail ainsi que de discuter et de remettre en question les résultats des travaux dans les domaines

d'audit à risque élevé. Nous en avons conclu que les procédures mises en œuvre pour notre compte étaient suffisantes pour nous permettre d'émettre notre opinion.

L'impact du changement climatique sur notre audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons demandé à la direction d'apprécier la portée de l'impact potentiel du risque climatique sur les états financiers de la société, et nous sommes restés attentifs, lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, à tout signal d'impact du risque climatique. Nos procédures n'ont pas permis d'identifier d'impact significatif du risque climatique sur les états financiers de la société.

Seuils de matérialité

La portée de notre audit a été influencée par l'application de seuils de matérialité. Nous fixons certains seuils quantitatifs de matérialité. Ces seuils, conjugués à des considérations qualitatives, nous ont permis de déterminer la portée de notre audit et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les différents postes et informations des états financiers ainsi que d'évaluer l'effet des anomalies, tant individuellement que dans leur ensemble, sur les états financiers dans leur globalité.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé le seuil de matérialité pour l'ensemble des états financiers comme suit :

<i>Seuil de matérialité globale</i>	404 millions de dollars (2021 : 355 millions de dollars).
<i>Bases du calcul</i>	1 % du total des fonds propres de catégorie 1
<i>Justification de l'application de l'indice de référence</i>	La société est une filiale détenue à 100 % par Group Inc. Nous considérons que les principaux utilisateurs des états financiers sont Group Inc., les autorités de réglementation et les contreparties de marché, qui souhaitent avant tout savoir si la société dispose de ressources en capital suffisantes pour satisfaire aux exigences réglementaires minimales, remplir ses obligations futures sur le marché et absorber les pertes futures éventuelles.

Nous utilisons les seuils de matérialité de contrôle pour réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que l'ensemble des anomalies non corrigées et non détectées dépasse le seuil de matérialité globale. Plus précisément, nous utilisons les seuils de matérialité de contrôle pour déterminer la portée de notre audit ainsi que la nature et l'étendue de nos tests sur les soldes des comptes, les catégories d'opérations et les informations à fournir, par exemple pour déterminer la taille de l'échantillon. Notre seuil de matérialité de contrôle était de 75 % (2021 : 75 %) du seuil de matérialité globale, soit 303 millions de dollars (2021 : 266 millions de dollars) pour les états financiers de la société.

Pour déterminer le seuil de matérialité de contrôle, nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs (l'historique des anomalies, l'évaluation et le risque d'agrégation des risques et l'efficacité des contrôles) et en avons conclu qu'un montant à l'extrémité supérieure de notre fourchette normale était adéquat.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit du Conseil d'administration que nous lui communiquerions les anomalies identifiées au cours de notre audit au-delà de 40 400 000 \$ (2021 : 17 750 000 \$) ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, selon nous, justifiaient d'être mentionnées pour des raisons qualitatives.

Conclusions relatives à l'hypothèse de la continuité d'exploitation

Notre évaluation de l'appréciation par les administrateurs de la capacité de la Société à poursuivre l'application de la convention comptable de continuité de l'exploitation s'est appuyée sur les éléments suivants :

- L'évaluation des risques afin d'identifier les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la comptabilité de continuité d'exploitation ;
- L'évaluation de la situation financière actuelle et les prévisions financières de la société ;
- L'examen et l'évaluation de la situation actuelle de la société en matière de fonds propres et de liquidité et l'examen des résultats des tests de résistance réalisés par la direction concernant la liquidité et les fonds propres réglementaires, y compris en tenant compte de la gravité des scénarios de tensions utilisés ;
- L'examen des résultats des procédures mises en œuvre par l'auditeur du groupe pour étayer l'évaluation de la continuité de l'exploitation de The Goldman Sachs Group, Inc. ; et
- L'évaluation du caractère adéquat des informations fournies dans les états financiers en ce qui concerne la continuité de l'exploitation.

Sur la base des travaux que nous avons réalisés, nous n'avons pas identifié d'incertitude significative liée à des événements ou conditions qui soit susceptible, individuellement ou collectivement, de mettre en doute de manière significative la capacité de la Société à poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de diffusion des états financiers.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs de la méthode comptable de la continuité d'exploitation pour la préparation des états financiers était adéquate.

Cependant, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de l'entreprise à poursuivre ses activités car il est impossible de prévoir tou(te)s les événements ou circonstances futur(e)s.

Nos responsabilités et les responsabilités des administrateurs en matière de continuité d'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Déclaration sur les autres informations

Les autres informations comprennent toutes les informations incluses dans le Rapport annuel autres que les états financiers et notre rapport des auditeurs à cet égard. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou, sauf indication expresse contraire de ce rapport, d'assurance à cet égard.

En lien avec notre audit des états financiers, il nous incombe de lire les autres informations et, ce faisant, d'examiner si celles-ci présentent des incohérences significatives avec les états financiers ou avec les informations obtenues dans le cadre de l'audit ou comportent autrement d'anomalies significatives. Si nous identifions de telles incohérences significatives ou anomalies importantes manifestes, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures pour déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou les autres informations. Si, compte tenu des travaux que nous avons réalisés, nous concluons que ces autres informations comportent une anomalie significative, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous avons également examiné le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs pour vérifier s'ils comprenaient les informations exigées par la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006.

Sur la base des travaux que nous avons entrepris au cours de l'audit, la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006 nous impose également de faire part de certaines opinions et questions telles que décrites ci-dessous.

Rapport stratégique et Rapport des administrateurs

Selon nous, sur la base des travaux entrepris au cours de notre audit, les informations présentées dans le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 concordent avec les états financiers et ont été préparées conformément aux exigences légales applicables.

Compte tenu des informations et connaissances sur la Société et son environnement obtenues pendant l'audit, nous n'avons pas identifié d'anomalies significatives dans le Rapport stratégique ou le Rapport des administrateurs.

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit

Responsabilités des administrateurs à l'égard des états financiers

Comme expliqué plus amplement dans la Déclaration relative aux responsabilités des administrateurs, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers conformément au cadre applicable. Ils doivent s'assurer qu'ils offrent une image fidèle de la situation de la société. En outre, les administrateurs sont responsables du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des états financiers, les administrateurs sont responsables d'évaluer la capacité de la Société à assurer la continuité de l'exploitation, en divulguant selon le cas, les questions relatives à ce sujet et en utilisant l'hypothèse de la continuité de l'exploitation sauf si les administrateurs envisagent de liquider la Société ou de cesser les activités, ou n'ont pas d'autre possibilité réaliste que de le faire.

Les administrateurs sont également responsables de la présentation des états financiers en conformité avec les exigences du Règlement délégué 2019/815 relatif au format électronique unique européen (Règlement EESEF).

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs consistent à obtenir une assurance raisonnable sur le fait que les états financiers dans leur ensemble soient exempts d'anomalies significatives, imputables à une fraude ou à une erreur, et d'émettre un rapport d'auditeur incluant notre opinion. Si une assurance raisonnable constitue un niveau élevé d'assurance, rien ne garantit qu'un audit mené conformément aux ISA (RU) et aux ISA détectera systématiquement une anomalie significative le cas échéant. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont jugées significatives si, à titre individuel ou dans leur ensemble, elles sont raisonnablement susceptibles d'influer sur les décisions économiques d'utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, y compris la fraude, constituent des cas de non-respect de la législation et de la réglementation. Nous mettons en place des procédures conformes à nos responsabilités décrites ci-dessus afin de détecter les anomalies significatives relatives aux irrégularités, y compris les fraudes. La mesure dans laquelle nos procédures sont à même de détecter les irrégularités, y compris les fraudes, est détaillée ci-dessous.

Forts de notre connaissance de la société et du secteur, nous avons constaté que les principaux risques de non-conformité à la législation et à la réglementation concernaient les règles de la Financial Conduct Authority (« FCA ») et de la Prudential Regulation Authority (« PRA »), et avons examiné dans quelle mesure la non-conformité pouvait avoir une incidence significative sur les états financiers. Nous avons également passé en revue la législation et la réglementation ayant une incidence directe sur les états financiers tels que la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006 et la législation en matière d'impôt sur les sociétés. Après avoir évalué les mesures incitatives offertes à la direction et les possibilités de manipulation frauduleuse des états financiers (y compris le risque de contournement des contrôles), nous sommes arrivés à la conclusion que les principaux risques étaient liés à l'inscription d'écritures comptables inadéquates ainsi qu'à la partialité de la direction, qui pourrait être amenée à manipuler la valorisation des instruments financiers détenus à la juste valeur. Les procédures d'audit mises en œuvre par l'équipe de mission comprennent les éléments suivants :

- Des discussions avec la direction, y compris la division Audit interne et les services chargés de la gouvernance en ce qui concerne les cas avérés ou suspectés de non-conformité à la législation et à la réglementation et de fraude ;
- L'évaluation de l'efficacité opérationnelle des contrôles de la direction conçus pour prévenir et détecter les fraudes en matière d'information financière et les tests réalisés à cet égard ;
- L'évaluation des questions signalées via l'assistance de lancement d'alerte de la société et les résultats de l'enquête de la direction sur ces questions ;
- L'examen des principales correspondances avec les autorités réglementaires (la FCA et la PRA) ;
- L'identification des écritures comptables inscrites par la direction générale et les tests réalisés à cet égard ;
- Les tests réalisés sur les contrôles de sécurité de l'information relatifs à l'accès au système et à la gestion du changement ;
- La remise en cause des hypothèses et jugements formulés par la direction dans leurs estimations comptables importantes, notamment en ce qui concerne l'évaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur ; et
- L'intégration d'un élément d'imprévisibilité dans la nature, le calendrier et/ou l'étendue de nos tests.

Il existe des limites inhérentes aux procédures d'audit décrites ci-dessus. Nous sommes moins susceptibles de détecter les non-conformités à la législation et à la réglementation qui ne sont pas étroitement liées à des événements et opérations visés dans les états financiers. En outre, le risque de non-détection d'une anomalie significative due à une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut reposer sur des dissimulations délibérées, par exemple l'usage de faux ou de fausses déclarations intentionnelles, ou sur des actes de collusion.

Nos tests d'audit portent parfois sur des ensembles exhaustifs d'opérations et de soldes, en s'appuyant éventuellement sur des techniques d'audit des données. Cependant, ils reposent généralement sur la sélection d'un échantillon d'éléments à tester plutôt que sur des ensembles exhaustifs. Nous cherchons généralement à cibler les éléments à tester en fonction de leur taille ou de leurs caractéristiques de risque. Dans d'autres cas, nous avons recours à l'échantillonnage d'audit pour tirer des conclusions sur l'ensemble au sein duquel l'échantillon est sélectionné.

Une description plus détaillée de nos responsabilités à l'égard de l'audit des états financiers en vertu des normes ISA (RU) figure sur le site Internet du FRC à l'adresse : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie du rapport de nos auditeurs.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme tout au long de l'audit. En outre, nous :

- Identifions et évaluons les risques d'inexactitudes significatives des états financiers, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des preuves suffisantes et adéquates pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut reposer sur la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations ou des actes visant à se soustraire au contrôle interne.
- Obtenons des renseignements sur les mesures de contrôle interne pertinentes pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit adéquates en fonction de la situation, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Evaluons le caractère adéquat des méthodes comptables employées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations y afférentes fournies par la direction.

- Tirons des conclusions sur le caractère adéquat de l'utilisation par la direction du principe comptable de la continuité d'exploitation et, en nous basant sur les éléments probants obtenus, déterminons s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de mettre en doute de manière significative la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport des auditeurs, sur les informations y afférentes des états financiers ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Toutefois, des événements ou conditions futurs peuvent conduire le Groupe à cesser ses activités.

- Evaluons la présentation d'ensemble ainsi que la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et déterminons si les états financiers représentent fidèlement les opérations et événements sous-jacents.

- Obtenons suffisamment d'éléments d'audit adéquats concernant l'information financière des entités ou des activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de l'administration, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la société. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les conclusions importantes de l'audit, y compris les lacunes importantes dans le contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous transmettons également aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration indiquant que nous avons respecté les exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et leur révélons l'ensemble des relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme pesant sur notre indépendance et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou les garanties appliquées.

Sur la base des éléments communiqués aux personnes chargées de la gouvernance, nous déterminons les questions les plus importantes de l'audit des états financiers de l'exercice en cours, qui constituent donc les questions clés de l'audit. A moins que la législation ou la réglementation ne s'oppose à la divulgation d'informations à ce sujet ou que, dans des circonstances extrêmement rares, nous estimions qu'une question ne doit pas être communiquée dans notre rapport car les conséquences négatives de cette divulgation pourraient l'emporter sur les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public, nous évoquons ces questions dans notre rapport des auditeurs.

Utilisation du présent rapport

Le présent rapport d'audit, y compris les opinions qu'il contient, a été préparé exclusivement pour le compte du membre de la société en tant qu'organe conformément au Chapitre 3 de la Partie 16 de la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006 et à aucune autre fin. En formulant ces opinions, nous n'assumons aucune responsabilité à d'autres fins ou vis-à-vis de toute autre personne à laquelle le présent rapport est communiqué ou qui peut le consulter sauf si nous acceptons expressément cette divulgation en délivrant notre consentement préalable écrit.

Autres déclarations requises

Déclaration des exceptions en vertu de la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006

La Loi sur les sociétés de 2006 nous oblige à établir un rapport à votre attention si, à notre avis :

- Nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications que nous exigeons pour notre audit ; ou
- Des registres comptables adéquats n'ont pas été tenus par la société, ou nous n'avons pas reçu de déclarations adéquates pour nous permettre de mener notre audit de la part des succursales auxquelles nous n'avons pas rendu visite ; ou
- Certaines informations sur la rémunération des administrateurs légalement prévues ne sont pas divulguées ; ou si
- Les états financiers ne correspondent pas aux registres et déclarations comptables.

Nous n'avons pas d'exception à déclarer en vertu de cette responsabilité.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Nous avons vérifié la conformité des comptes de la société au 31 décembre 2022 aux exigences légales pertinentes prévues par le Règlement ESEF applicables aux comptes. C'est-à-dire, en ce qui concerne la société :

- Les états financiers sont préparés sous un format xHTML valide.

Nous estimons que les états financiers de la société au 31 décembre 2022, dénommés gsinternational-12-31-22-financial-statements.xhtml, ont été préparés, à tous égards significatifs, conformément aux exigences énoncées dans le Règlement ESEF.

Désignation

Nous avons été désignés par les administrateurs le 22 septembre 1988 pour auditer les états financiers de l'exercice clos le 24 novembre 1989 et des exercices ultérieurs. La période d'engagement total sans interruption s'étend sur 34 ans, au titre des 34 exercices du 24 novembre 1989 au 31 décembre 2022.

Goldman Sachs International n'est pas une entité d'intérêt public au Royaume-Uni et, à ce titre, les exigences de rotation obligatoire des cabinets d'audit ne s'appliquent pas.

Autres questions

En cas de divergence entre la version anglaise du présent rapport et sa traduction dans une langue autre que l'anglais, la version anglaise prévaudra.

Nick Morrison (Auditeur légal senior)
au nom et pour le compte de PricewaterhouseCoopers LLP
Experts-comptables et auditeurs
Londres
27 mars 2023

Compte de résultat

<i>En millions de dollars</i>	Note	Exercice clos en décembre	
		2022	2021
Plus-values ou moins-values découlant des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat		\$ 10 372	\$ 7 711
Frais et honoraires		2 058	3 703
Produits hors intérêts		12 430	11 414
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat		4 013	2 211
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti		3 968	1 237
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat		(4 834)	(2 062)
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti		(4 775)	(1 881)
Charges d'intérêts nettes		(1 628)	(495)
Chiffre d'affaires net	5	10 802	10 919
Charges d'exploitation nettes	6	(5 828)	(7 367)
Bénéfice avant impôt		4 974	3 552
Charge d'impôt sur les bénéfices	9	(946)	(615)
Bénéfice de l'exercice		\$ 4 028	\$ 2 937

Le chiffre d'affaires net et le bénéfice avant impôt de la société proviennent des activités réalisées au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

Etat du résultat global

<i>En millions de dollars</i>	Note	Exercice clos en décembre	
		2022	2021
Bénéfice de l'exercice		\$ 4 028	\$ 2 937
Autres éléments du résultat global			
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Plus-value/(moins-value) actuarielle relative aux régimes de retraite	15	(246)	113
Ajustement de la valorisation de la dette	20	301	54
Impôt différé britannique attribuable aux autres éléments du résultat global	16	(19)	(51)
Impôt courant britannique attribuable aux autres éléments du résultat global		(1)	13
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt		35	129
Résultat global total de l'exercice		\$ 4 063	\$ 3 066

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Bilan

<i>En millions de dollars</i>	Note	En décembre	
		2022	2021
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	\$ 11 707	\$ 52 422
Contrats garantis	10	235 796	257 366
Créances clients et autres créances	11	78 967	86 135
Actifs de négociation (incluent 20 708 USD et 34 271 USD constitués en garantie)	12	872 810	742 238
Investissements (incluent 3 USD et 13 USD constitués en garantie)	13	280	399
Emprunts		222	398
Autres actifs	14	3 259	4 462
Total des actifs		\$ 1 203 041	\$ 1 143 420
Passifs			
Financements garantis	18	\$ 124 735	\$ 204 539
Dettes envers la clientèle et autres dettes	19	110 983	119 883
Passifs de négociation	12	844 313	694 982
Emprunts non garantis	20	76 205	79 813
Autres passifs	21	4 596	5 308
Total des passifs		1 160 832	1 104 525
Capitaux propres des actionnaires			
Capital social	22	598	598
Compte de primes d'émission		5 568	5 568
Autres instruments de capitaux propres	23	8 300	8 300
Report à nouveau		27 870	24 590
Autres éléments cumulés du résultat global		(127)	(161)
Total des capitaux propres		42 209	38 895
Total du passif et des capitaux propres des actionnaires		\$ 1 203 041	\$ 1 143 420

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration le 14 mars 2023 et signés pour son compte par :

Sur décision du Conseil d'administration

L. A. Donnelly

Administrateur

27 mars 2023

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Numéro de la Société : 02263951

Etat des variations des capitaux propres

<i>En millions de dollars</i>	Note	Exercice clos en décembre	
		2022	2021
Capital social			
Solde de début		\$ 598	\$ 598
Solde de clôture		598	598
Compte de primes d'émission			
Solde de début		5 568	5 568
Solde de clôture		5 568	5 568
Autres instruments de capitaux propres			
Solde de début		8 300	8 300
Solde de clôture		8 300	8 300
Report à nouveau			
Solde de début		24 590	22 437
Bénéfice de l'exercice		4 028	2 937
Transfert de l'ajustement de la valorisation de la dette réalisée en report à nouveau, net d'impôt	20	1	(35)
Intérêts sur les billets supplémentaires de catégorie 1	23	(749)	(749)
Paievements en actions		650	482
Recharge de gestion liée aux paiements en actions		(650)	(482)
Solde de clôture		27 870	24 590
Autres éléments cumulés du résultat global			
Solde de début		(161)	(325)
Autres éléments du résultat global		35	129
Transfert de l'ajustement de la valorisation de la dette réalisée en report à nouveau, net d'impôt	20	(1)	35
Solde de clôture		(127)	(161)
Total des capitaux propres		42 209	38 895

Aucun dividende n'a été versé au cours de l'exercice clos en décembre 2022 et de l'exercice clos en décembre 2021.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Etat des flux de trésorerie

En millions de dollars	Note	Exercice clos en décembre	
		2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Flux de trésorerie provenant/(utilisés dans le cadre) des activités d'exploitation	24	\$ (31 721)	\$ 11 320
Impôts perçus		4	7
Impôts versés		(701)	(528)
Flux nets de trésorerie provenant (/utilisés dans le cadre) des activités d'exploitation		(32 418)	10 799
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Dépenses d'investissement pour les biens, améliorations locatives et actifs corporels et incorporels		(249)	(291)
Achat d'investissements		(26)	(1 309)
Produits issus de la cession d'investissements		136	1 903
Flux nets de trésorerie provenant/(utilisés dans le cadre) des activités d'investissement		(139)	303
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation des prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	24	—	1 500
Remboursement des prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	24	(1 500)	—
Intérêts versés sur les billets supplémentaires de catégorie 1	24	(749)	(749)
Intérêts versés sur les prêts subordonnés et des prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	24	(693)	(451)
Paievements au titre des passifs locatifs		(1)	(4)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (/utilisés dans le cadre de ces activités)		(2 943)	296
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, moins découverts		(35 500)	11 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde au début de l'exercice		52 408	43 718
Moins-value de change étranger sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, moins découverts		(5 269)	(2 708)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde à la clôture	24	\$ 11 639	\$ 52 408

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Note 1.

Informations générales

La société est une société privée à responsabilité illimitée constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. Son siège social est sis Plumtree Court, 25 Shoe Lane, Londres, EC4A 4AU, Royaume-Uni.

La société mère immédiate de la société est Goldman Sachs Group UK Limited (GSG UK), une société constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. GSG UK ainsi que ses filiales consolidées constituent le « Groupe GSG UK ».

L'entité contrôlante ultime et société mère du groupe le plus petit et du groupe le plus important pour lesquels les états financiers consolidés sont établis est The Goldman Sachs Group, Inc., une société constituée aux Etats-Unis d'Amérique. Des copies de ses états financiers consolidés ainsi que de certains documents réglementaires, par exemple des Rapports trimestriels sur le Formulaire 10-Q et du Rapport annuel sur le Formulaire 10-K, qui fournissent de plus amples renseignements sur le Groupe GS et ses activités commerciales, sont disponibles auprès de la division Relations avec les investisseurs, sise 200 West Street, New York, NY 10282, Etats-Unis d'Amérique ou du siège Groupe GS ou à l'adresse www.goldmansachs.com/investor-relations.

Informations relatives au Pilier 3 de Bâle III

La société est incluse dans les informations consolidées au titre du Pilier 3 de GSG UK, comme l'exige le Cadre en matière de fonds propres du Royaume-Uni. Les informations de décembre 2022 au titre du Pilier 3 déclarées par GSG UK seront mises à disposition conjointement avec la publication de ses informations financières consolidées à l'adresse www.goldmansachs.com/disclosures.

Déclaration pays par pays

La société est incluse dans la déclaration consolidée pays par pays de GSG UK, comme l'exige la Réglementation de 2013 relative aux exigences de fonds propres (Déclaration pays par pays). La Déclaration pays par pays de GSG UK de décembre 2022 sera mise à disposition d'ici le 31 décembre 2023 à l'adresse www.goldmansachs.com/disclosures.

Note 2.

Bases de préparation

Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, aux exigences de la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006 telles qu'elles s'appliquent aux sociétés déclarantes en vertu de ces normes, et aux Normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées conformément au Règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'il s'applique au sein de l'UE (normes IFRS telles qu'elles s'appliquent au sein de l'UE).

Eu égard à l'exercice clos en décembre 2022, les normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, qui s'appliquent à la société, étaient conformes aux normes IFRS telles qu'elles s'appliquent dans l'Union européenne.

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique (et modifiés comme expliqué dans les rubriques « Actifs et passifs financiers » et « Régimes de retraite » ci-dessous).

Continuité de l'exploitation

Ces états financiers ont été établis sur le principe de la continuité de l'exploitation. Les administrateurs sont convaincus que la société dispose de fonds propres et de ressources suffisants pour continuer à exercer ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'approbation des présents états financiers. Pour parvenir à cette conclusion, les administrateurs ont pris en compte les résultats financiers de la société et ses activités de gestion des capitaux et des liquidités, comme indiqué dans la Partie I du présent rapport annuel.

Consolidation

Comme le permet la section 402 de la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006, la société a choisi de ne pas établir d'états financiers consolidés car ses filiales ne sont pas significatives aux fins de donner une image fidèle de sa situation. Les présents états financiers sont des états financiers individuels.

Note 3.

Résumé des principales méthodes comptables

Méthodes comptables

Constatation du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires net comprend le bénéfice net résultant des opérations, tant avec des tiers qu'avec des sociétés affiliées, sur les instruments dérivés, les titres et d'autres instruments financiers, ainsi que les frais et commissions. Ce chiffre d'affaires inclut les intérêts et dividendes associés.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisés à leur juste valeur avec les plus-values et moins-values réalisées et latentes ainsi que les produits et charges d'intérêts et de dividendes associés inclus dans le chiffre d'affaires net, à l'exception des variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat attribuables aux spreads de crédit propre (ajustement de la valorisation de la dette ou AVD), qui sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sauf si cela est susceptible de donner lieu à une incohérence ou d'aggraver une incohérence au sein du compte de résultat. Les actifs financiers sont évalués au prix acheteur et les passifs financiers sont évalués au prix vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société mesure certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuille (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les plus-values et moins-values latentes liées aux variations de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat sont comptabilisées à partir de la date de transaction en chiffre d'affaires net ou en autres éléments du résultat global dans le cas de l'AVD.

Les intérêts contractuels sont inclus dans les produits et charges d'intérêts pour tous les instruments en dehors des instruments financiers hybrides à la juste valeur par le biais du résultat, pour lesquels les intérêts contractuels sont inclus dans les plus-values et moins-values sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients au titre de services tels que la banque d'investissement, la gestion d'investissement, l'exécution et la compensation (contrats avec des clients) sont comptabilisés lorsque les obligations de performance liées à l'opération sous-jacente sont satisfaites.

Lorsque la société comptabilise des produits générés en sa qualité de principal dans le cadre d'une opération et qu'elle supporte des charges pour s'acquitter de tout ou partie de ses obligations de résultat en vertu de ces opérations, la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » (IFRS 15) l'oblige à déclarer ce chiffre d'affaires en déduisant les charges associées. Ces produits sont inclus dans le chiffre d'affaires net et ces charges sont incluses dans les charges fondées sur les opérations et les autres charges (ci-après dénommées « charges relevant de la norme IFRS 15 »).

Paielements en actions. Group Inc. émet des attributions sous forme d'actions soumises à restrictions (*restricted stock units*, RSU) aux collaborateurs de la société en échange de services rendus. Les attributions sont classées comme des actions réglées et, par conséquent, le coût des opérations fondées sur des actions avec les collaborateurs est évalué sur la base de la juste valeur à la date d'attribution. Les attributions en actions qui ne donnent pas lieu à un service futur (c'est-à-dire les attributions acquises, y compris les attributions accordées aux collaborateurs admissibles aux prestations de retraite) sont immédiatement comptabilisées en charges. Les attributions en actions qui donnent lieu à un service futur sont amorties sur la période de service concernée. Les déchéances attendues sont incluses dans la détermination des charges de rémunération en actions des collaborateurs.

La société agit en qualité de principal dans le cadre de l'opération si elle est responsable de fournir le service au client à titre principal. La société s'acquitte de l'obligation d'exécution par elle-même ou en engageant d'autres sociétés affiliées du Groupe GS pour honorer tout ou partie de ses obligations d'exécution pour son compte.

Le chiffre d'affaires net est comptabilisé comme suit :

- **Conseil financier et souscription**

Les commissions provenant de missions de conseil financier et de souscription sont comptabilisées en résultat lorsque les services liés aux opérations sous-jacentes sont réalisés conformément aux conditions de la mission.

- **Opérations d'exécution et de compensation avec les clients**

Le produit des commissions et frais liés aux opérations d'exécution et de compensation avec les clients sur les marchés d'actions, d'options et de contrats à terme ainsi qu'aux opérations de gré à gré est comptabilisé dans le chiffre d'affaires net le jour de l'exécution de l'opération.

- **Services de gestion des investissements**

Les frais de gestion, qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sont généralement calculés en pourcentage de la valeur liquidative moyenne d'un fonds ou d'un compte géré séparément. Tous les frais de gestion sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service associé est fourni.

Les commissions de surperformance sont calculées en pourcentage de rendement d'un fonds ou en pourcentage de l'excédent de rendement d'un fonds par rapport à un indice de référence ou un autre objectif de performance. Les commissions de surperformance perçues pour un fonds ou un compte géré séparément sont comptabilisées lorsqu'il est peu probable qu'une reprise significative de ces commissions intervienne, ce qui est généralement le cas lorsque ces commissions ne sont plus soumises aux fluctuations de la valeur de marché des investissements détenus par le fonds ou le compte géré séparément.

Rapport sectoriel. Les administrateurs gèrent les activités de la société en tant que segment opérationnel unique. Par conséquent, aucun rapport sectoriel n'a été fourni.

Prestations à court terme destinées au personnel. Les prestations à court terme, par exemple les salaires et traitements, sont évaluées sur une base non actualisée et comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle le collaborateur rend le service concerné à la société. La rémunération discrétionnaire de fin d'exercice est provisionnée, que ce soit en numéraire ou en actions, lorsque la politique de la société et la pratique passée donnent lieu à une obligation implicite à cet égard à la date de clôture du bilan.

Group Inc. émet généralement de nouvelles actions ordinaires lors des attributions en actions. Sauf interdiction réglementaire, les équivalents de dividendes en espèces sont généralement payés sur les RSU en circulation. La société a également conclu un accord de rétrofacturation avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc. (a) la juste valeur de ces attributions à la date d'attribution et (b) les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'attribution et la remise aux employés. Par conséquent, l'opération de paiements en actions et l'accord de rétrofacturation, dans leur ensemble, donnent lieu à une charge totale sur le compte de résultat qui repose sur la juste valeur des attributions à la date d'attribution ajustée en fonction des variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions avant leur remise.

Fiscalité courante et différée. L'impôt courant est calculé sur la base des lois fiscales promulguées ou sur le point d'être promulguées à la date de clôture du bilan dans les pays où la société exerce ses activités et génère des revenus imposables.

L'impôt différé est comptabilisé au titre de tous les écarts temporels nés, mais non extournés à la date de clôture du bilan, lorsque des opérations ou événements se sont produits à cette date et se traduiront par une obligation de payer plus d'impôt ou un droit de payer moins d'impôt à l'avenir, à l'exception des exceptions suivantes :

- Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où la génération de bénéfices imposables sur lesquels la reprise future des écarts sous-jacents peut être déduite est plus probable que non.
- L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée aux taux d'imposition présumés s'appliquer aux exercices pensant lesquels les écarts temporels s'inversent, sur la base des taux d'imposition et des lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture du bilan.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont généralement comptabilisés dans le compte de résultat ou directement dans les autres éléments du résultat global en fonction de l'endroit où la plus-value ou moins-value associée a été comptabilisée. L'impôt sur les intérêts des billets AT1 est comptabilisé au compte de résultat.

Dividendes. Les dividendes finaux sur capitaux propres sont comptabilisés au passif et déduits des capitaux propres au cours de la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par l'actionnaire de la société. Les acomptes de dividendes sur capitaux propres sont comptabilisés et déduits des capitaux propres lorsqu'ils sont versés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Ce poste inclut les liquidités en banque et les dépôts au jour le jour hautement liquides détenus dans le cours habituel des affaires.

Devises. Les états financiers de la société sont libellés en dollars américains, qui constituent également la devise fonctionnelle de la Société.

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et passifs monétaires ainsi que les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur et libellés en devises sont convertis en dollars américains au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les plus-values et moins-values de change sont comptabilisées en résultat avant impôt.

Actifs et passifs financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Outre les instruments de trésorerie achetés ou vendus par le biais d'opérations régulières, les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la société souscrit aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur leurs flux de trésorerie expirent ou si la société transfère l'actif financier et que le transfert est éligible à la décomptabilisation. Un actif financier transféré peut être décomptabilisé si la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier ou si la société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier, mais n'en conserve pas le contrôle pour autant. Les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsqu'ils sont éteints, c'est-à-dire lorsque l'obligation prévue au contrat est acquittée ou annulée ou arrive à expiration.

Les instruments de trésorerie achetés ou vendus de manière régulière sont comptabilisés et décomptabilisés en utilisant la comptabilisation à la date de règlement.

Classification et évaluation : Actifs financiers

La société classe les actifs financiers comme ultérieurement évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat sur la base à la fois du modèle économique de la société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs financiers. Le modèle économique reflète la manière dont la société gère certains groupes d'actifs afin de générer des flux de trésorerie futurs. Si le modèle économique de la société consiste à détenir les actifs pour collecter les flux de trésorerie contractuels, la société évalue par la suite si les flux de trésorerie des actifs financiers représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts. Les actifs financiers intégrant des instruments dérivés (instruments hybrides) font également l'objet de la même évaluation.

- **Actifs financiers mesurés au coût amorti.**

Les actifs financiers détenus pour la collecte de flux de trésorerie contractuels et dont les flux de trésorerie représentent uniquement des paiements de principal et d'intérêts sont évalués au coût amorti. La société examine si les flux de trésorerie représentent des contrats de prêt de base, et lorsque les conditions contractuelles prévoient une exposition au risque ou à la volatilité incompatible avec un contrat de prêt de base, l'actif financier est obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du résultat (voir ci-dessous). Les actifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et d'affectation des produits d'intérêts sur la période considérée. Le taux d'intérêt effectif permet d'actualiser exactement les rentrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, le cas échéant, une période plus courte, par rapport à la valeur comptable nette de l'actif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, la société estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'actif financier, mais ne tient pas compte des pertes de crédit futures. Les produits financiers sont enregistrés en chiffre d'affaires net. Les actifs financiers mesurés au coût amorti comprennent :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- Certains contrats garantis, notamment certains contrats de prise en pension et la quasi-totalité des titres empruntés ;
- Les créances clients et autres créances ; et
- Certains autres actifs, notamment certains prêts interentreprises et la quasi-totalité des créances diverses et autres.

• **Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat.** Les actifs financiers qui ne sont pas détenus pour la collecte des flux de trésorerie contractuels et/ou ne contiennent pas de flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sont obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur sont initialement évalués à leur juste valeur, les coûts de transaction étant passés en charges dans le compte de résultat. Ces actifs financiers sont ensuite évalués à leur juste valeur, les plus-values ou moins-values étant comptabilisés en chiffre d'affaires net. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur incluent :

- Certains contrats de garantie, notamment la quasi-totalité des contrats de prise en pension et certains titres empruntés ;
- Les actifs de négociation, qui se composent d'instruments de trésorerie de négociation et d'instruments dérivés ;
- Les investissements ;
- Les prêts ; et
- Certains autres actifs, qui se composent de certains prêts interentreprises et d'investissements dans les filiales.

Classification et évaluation : Passifs financiers

La société classe ses passifs financiers dans les catégories ci-dessous en fonction de l'objet de leur acquisition ou de leur origine.

• **Passifs financiers détenus à des fins de négociation.** Les passifs financiers détenus à des fins de négociation sont initialement évalués à la juste valeur puis à la juste valeur par le biais du résultat, les gains ou pertes étant comptabilisés en chiffre d'affaires net. Les passifs financiers détenus à des fins de négociation comprennent les passifs de négociation, qui comprennent :

- Les instruments de trésorerie de négociation ; et
- Les instruments dérivés.

• **Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat.** La société désigne certains passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat. Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat sont initialement évalués à la juste valeur puis à la juste valeur par le biais du résultat, l'AVD étant comptabilisé en autres éléments du résultat global s'il ne donne pas lieu à une incohérence comptable ou n'aggrave pas une telle incohérence, et les variations résiduelles de la juste valeur étant comptabilisées en chiffre d'affaires net. Les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global attribuables aux spreads de crédit propres ne sont pas transférés ultérieurement au compte de résultat, même lors de la décomptabilisation du passif financier. Les principaux objectifs de la désignation de ces passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat sont les suivants :

- Eliminer ou réduire de manière significative une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait de l'évaluation des actifs ou des passifs ou de la comptabilisation des plus-values et moins-values sur ces derniers sur des bases différentes ; et
- Le groupe de passifs financiers ou d'actifs et de passifs financiers est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur.

Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat incluent :

- La majorité des contrats de mise en pension ;
- Les titres prêtés au sein de l'activité FICC ;
- Les titres de créance garantis émis, les prêts interentreprises et d'autres emprunts, qui comprennent des instruments financiers hybrides, des transferts d'actifs comptabilisés comme des financements plutôt que des ventes et certains contrats sur matières premières payés d'avance ; et
- Certains emprunts non garantis, qui comprennent certains titres de créance émis, certains autres emprunts, certains prêts interentreprises et certains contrats sur matières premières payés d'avance.

Les instruments financiers hybrides sont des instruments qui contiennent des dérivés incorporés qui peuvent faire l'objet d'une bifurcation. La société peut soit faire bifurquer l'instrument dérivé incorporé de la dette associée, soit désigner l'ensemble de l'instrument financier hybride à la juste valeur par le biais du résultat. Si la société fait bifurquer l'instrument dérivé incorporé de la dette associée, l'instrument dérivé est comptabilisé à la juste valeur et le contrat hôte est comptabilisé au coût amorti.

• **Passifs financiers évalués au coût amorti.** Les passifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Veuillez consulter la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti » pour obtenir de plus amples renseignements sur la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts financiers, y compris les décotes autorisées à l'émission, sont comptabilisés en produits nets d'intérêts et en charges d'intérêts. Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent :

- Certains contrats de mise en pension et la quasi-totalité des titres prêtés ;
- Certains prêts interentreprises ;
- Les dettes envers la clientèle et autres dettes ;
- Certains emprunts non garantis qui n'ont pas été désignés à la juste valeur par le biais du résultat ; et
- Les autres passifs, qui se composent principalement de rémunérations, prestations sociales et charges à payer et autres.

Dépréciation

La société évalue les pertes de crédit attendues liées aux actifs financiers évalués au coût amorti sur une base prospective conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Les pertes de crédit attendues (ECL - *expected credit losses*) sont enregistrées en chiffre d'affaires net. En décembre 2022 et décembre 2021, les pertes de crédit attendues de la société n'étaient pas significatives.

Le modèle de dépréciation de la société repose sur l'évolution de la qualité de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers évalués au coût amorti et intègre les trois stades suivantes :

- **Stade 1.** Actifs financiers évalués au coût amorti qui ne font pas l'objet d'une dépréciation du crédit lors de leur comptabilisation initiale et lorsqu'il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Les ECL sont évaluées à un montant égal aux pertes de crédit attendues résultant d'événements de défaut susceptibles de se produire au cours des douze prochains mois.
- **Stade 2.** Actifs financiers évalués au coût amorti lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais qui ne sont pas encore considérés comme dépréciés. Les ECL sont mesurées sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie.
- **Stade 3.** Actifs financiers évalués au coût amorti en défaut ou définis comme dépréciés. Les ECL sont mesurées sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie.

L'attribution d'un stade pertinent à chaque actif financier dépend de la définition de « l'augmentation significative du risque de crédit » (stade 1 à stade 2) et de la définition d'une « dépréciation du crédit » (stade 3). La société considère qu'un actif financier fait l'objet d'une augmentation significative du risque de crédit lorsque certaines conditions quantitatives ou qualitatives sont remplies. La société considère qu'un actif financier est déprécié lorsqu'il répond à la définition de défaut du Risque de crédit, c'est-à-dire soit lorsqu'elle considère que le débiteur est peu susceptible d'honorer ses obligations de crédit envers la société en totalité sans que cette dernière ne soit obligée de recourir à des actions telles que la réalisation de la sûreté (si elle détient une sûreté), soit lorsque le débiteur a fait défaut sur un paiement et/ou qu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours.

Les ECL sont calculées en projetant la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut pour chaque exposition individuelle. Pour calculer les pertes de crédit attendues, ces trois composantes sont multipliées les unes par les autres et actualisées jusqu'à la date d'arrêt. Le taux d'actualisation utilisé dans le cadre du calcul des ECL est le taux d'intérêt effectif initial. La probabilité de défaut représente la probabilité qu'un emprunteur manque à son obligation financière. La perte en cas de défaut correspond aux prévisions de la société quant à l'ampleur de la perte sur l'exposition au défaut et prend en considération, entre autres, les garanties sur l'actif financier. L'exposition au défaut correspond au montant qui, selon la société, lui sera dû sur l'obligation financière au moment du défaut. La société applique des notations internes du risque de crédit qui reflètent l'évaluation de la probabilité de défaut de chaque contrepartie. La société utilise plusieurs scénarios macroéconomiques dans le calcul des ECL, dont les pondérations font l'objet de procédures continues d'examen et d'approbation en interne.

La modélisation des ECL prend en compte la moyenne pondérée d'une série de prévisions de conditions économiques futures. Les prévisions incluent des scénarios économiques de base, favorables et défavorables, sur une période de trois ans. Dans la mesure où la société dispose d'actifs financiers de Stade 2 ou 3 ayant une durée d'utilité attendue supérieure à trois ans, le modèle revient aux informations historiques sur les pertes fondées sur une approche modélisée non linéaire. La société exerce son jugement pour évaluer chaque trimestre des scénarios individuels en fonction de divers facteurs, notamment les perspectives économiques analysées en interne, le consensus de marché, les conditions macroéconomiques récentes et les tendances sectorielles.

Les informations prospectives, telles que les principales variables économiques ayant une incidence sur le risque de crédit et les pertes de crédit attendues, sont intégrées à la fois à la classification par stades et au calcul des ECL.

La société radie les actifs financiers, en tout ou en partie, lorsqu'elle conclut qu'il n'y a pas lieu d'en attendre le recouvrement.

Classification des passifs financiers et des capitaux propres

Les passifs financiers et instruments de capitaux propres sont classés en fonction de la substance des contrats conclus. Un passif financier s'entend d'un passif qui représente une obligation contractuelle de remettre des liquidités ou un autre actif financier à une autre entité, ou d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité. Un instrument de capitaux propres est un contrat qui prouve l'intérêt résiduel dans l'actif de l'entité après déduction de tous les passifs. Les instruments sont évalués afin de déterminer s'ils contiennent à la fois des composantes de passif et de capitaux propres. La valeur comptable initiale d'un instrument financier composite est affectée en premier lieu à la composante passif, évaluée à la juste valeur, et les capitaux propres se voient attribuer le montant résiduel.

Compensation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net présenté au bilan s'il existe :

- actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan sur une base brute.

Evaluation de la juste valeur

Veuillez consulter la Note 29 pour de plus amples renseignements sur l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers de la société.

Couvertures de juste valeur

La société applique la comptabilité de couverture en vertu de la norme IAS 39 à certains swaps de taux d'intérêt utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certains emprunts à long et à court terme non garantis à taux fixe. Pour être éligible à la comptabilité de couverture, la couverture des instruments dérivés doit permettre de réduire le risque lié à l'exposition couverte très efficacement. En outre, la société doit documenter formellement la relation de couverture au départ et la tester par la suite afin de s'assurer que la couverture des instruments dérivés reste très efficace pendant toute la durée de la relation de couverture.

La société applique une méthode statistique qui s'appuie sur une analyse de régression pour évaluer l'efficacité de ses relations de couverture de juste valeur à compenser les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et le risque couvert (c'est-à-dire, le risque de taux d'intérêt). Un swap de taux d'intérêt est considéré comme très efficace pour compenser les variations de juste valeur attribuables aux variations du risque couvert lorsque l'analyse de régression aboutit à un coefficient de détermination de 80 % ou plus et à une pente comprise entre 80 % et 125 %. Les raisons pour lesquelles ces couvertures pourraient s'avérer inefficaces sont les suivantes :

- Différences de calendrier des flux de trésorerie entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.
- Différences d'actualisation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, les instruments dérivés garantis en espèces étant actualisés à partir de courbes d'actualisation des Swaps indicels au jour le jour qui ne sont pas appliquées de manière cohérente à l'élément couvert.

- Risque de crédit de contrepartie impactant les variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt non garantis, mais pas l'élément couvert sous-jacent.

Pour les couvertures de juste valeur éligibles, les plus-values ou moins-values sur instruments dérivés et la variation de juste valeur de l'élément couvert imputable au risque couvert sont inclus dans le chiffre d'affaires net. Lorsqu'un instrument dérivé n'est plus désigné comme instrument de couverture, tout écart résiduel entre la valeur comptable et la valeur nominale de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats garantis et financements garantis

Les contrats garantis comprennent les contrats de prise en pension et les titres empruntés. Les financements garantis comprennent les contrats de mise en pension, les titres prêtés, les titres de créance garantis émis, les prêts interentreprises et les autres emprunts. Veuillez consulter les rubriques « Classification et évaluation : Actifs financiers » et « Classification et évaluation : Passifs financiers » ci-dessus pour de plus amples renseignements sur la classification et l'évaluation de ces instruments. Les garanties peuvent être reçues ou constituées sous forme d'espèces ou de titres. Les garanties en espèces sont comptabilisées/décomptabilisées lorsqu'elles sont reçues/versées. Les garanties accordées par la société sous forme de titres ne sont pas décomptabilisées du bilan, tandis que les garanties reçues sous forme de titres ne sont pas comptabilisées au bilan. En cas de cession ultérieure des garanties reçues, l'obligation de restitution de la garantie et les espèces reçues sont comptabilisées au bilan.

Régimes de retraite. La société parraine un régime de retraite à cotisations définies et un régime de retraite hybride au profit de certains employés. Le régime de retraite hybride comporte à la fois un segment à prestations définies (le Régime) et un segment à cotisations définies. Ces segments sont comptabilisés comme suit :

- Pour le régime de retraite à cotisations définies et le segment à cotisations définies du régime de retraite hybride, les cotisations à verser pour la période sont imputées aux charges d'exploitation nettes. Les différences entre les cotisations à verser au titre de l'exercice et les cotisations effectivement versées sont présentées au bilan comme des comptes de régularisation ou des acomptes versés.
- Pour le Régime, les montants imputés aux charges d'exploitation nettes correspondent aux coûts des services passés, aux frais d'administration et aux gains ou pertes sur les règlements et réductions. Ces montants sont inclus dans les rémunérations et prestations sociales. Les intérêts nets sont inclus dans les produits nets d'intérêts. Les plus-values et moins-values actuarielles sont constatées immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Les actifs du Régime sont évalués à la juste valeur et les passifs du régime sont évalués sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées et actualisés à un taux équivalent au taux de rendement actuel d'une obligation d'entreprise de haute qualité libellée dans une devise et assortie d'une échéance équivalente aux passifs du Régime. Des valorisations actuarielles complètes sont obtenues au moins une fois par trimestre et mises à jour à chaque date de clôture du bilan. Tout excédent ou déficit des actifs du Régime par rapport aux passifs du régime est comptabilisé au bilan en tant qu'actif (excédent) ou passif (déficit).

Biens, améliorations locatives et équipements. Les biens, améliorations locatives et équipements sont constatés à leur coût d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation. Les agencements, aménagements et équipements sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimée, soit entre 3 et 7 ans. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée de vie économique de l'actif et la durée résiduelle du contrat de location lors de la mise en service de l'actif. Les amortissements sont inclus dans les charges d'exploitation nettes. Les politiques d'amortissement sont révisées sur une base annuelle.

Actifs incorporels. Les actifs incorporels sont constatés à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation. Sous réserve du respect des critères de comptabilisation de la norme IAS 38 « Actifs incorporels », les coûts encourus au cours de la période qui sont directement imputables au développement ou à l'amélioration de nouveaux logiciels applicatifs métiers sont comptabilisés en tant qu'actifs en construction. Une fois terminés et prêts pour leur utilisation prévue, les actifs en construction sont convertis en logiciels informatiques.

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation estimée, soit trois ans. Aucun amortissement n'est imputé aux actifs en construction. Les amortissements sont inclus dans les charges d'exploitation nettes et les politiques d'amortissement sont révisées sur une base annuelle.

Les actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou changements de circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être entièrement recouvrable.

Baux. Les contrats de location sont comptabilisés en tant qu'actifs de droits d'utilisation et passifs correspondants à la date d'entrée en vigueur du contrat de location.

Les passifs locatifs sont évalués à la valeur actualisée des paiements de loyers résiduels, escomptée en utilisant le taux d'emprunt marginal (TEM) du preneur à la date d'entrée en vigueur du bail ou de l'adoption de la norme IFRS 16, selon la date la plus tardive, étant donné que le taux d'intérêt implicite du contrat ne peut être facilement déterminé. Le taux d'actualisation moyen pondéré appliqué aux passifs locatifs lors de l'adoption de la norme IFRS 16 s'élève à 3,5 %.

Les actifs et passifs résultant d'un contrat de location sont initialement évalués en valeur actualisée. Les passifs locatifs comprennent la valeur nette actualisée des paiements fixes et variables (notamment ceux qui font l'objet d'options de prolongation raisonnablement certaines), déduction faite des incitations à la location à recevoir et du paiement de pénalités pour la résiliation de tout contrat de location. Les loyers sont actualisés au TEM du preneur. Le coût de financement est inscrit en charges au compte de résultat sur la durée du contrat de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

Les droits d'utilisation sont évalués au coût qui comprend l'évaluation initiale du passif locatif et les loyers versés à la date d'entrée en vigueur ou avant, déduction faite des incitations à la location reçues et des coûts directs initiaux. Les droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat. La société a choisi de ne pas réévaluer ses droits d'utilisation.

Le bail sur les locaux de bureaux conclu par la société contient des options de prolongation et de résiliation. Ces options optimisent la flexibilité opérationnelle en termes de gestion des actifs utilisés par la société dans ses activités. Les options de prolongation et de résiliation détenues ne peuvent être exercées que par la société et non par le bailleur concerné.

Les droits d'utilisation font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou changements de circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être entièrement recouvrable. Une perte de valeur, qui représente la différence entre la valeur recouvrable estimée (c'est-à-dire la juste valeur) et la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs, est constatée si la somme de ses flux de trésorerie attendus non actualisés est inférieure à sa valeur comptable correspondante.

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. Des provisions sont constatées dans les états financiers lorsqu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire au règlement d'une obligation présente (juridique ou implicite) née à la suite d'événements passés, et dont il est possible d'estimer le montant de manière fiable. Les obligations légales qui peuvent découler de projets de nouvelles lois ne sont reconnues comme des obligations que lorsqu'il est pratiquement certain que la législation sera promulguée dans sa version de projet.

Un passif éventuel est une obligation éventuelle qui découle d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la société ou une obligation actuelle qui découle d'événements passés mais n'est pas constatée car une sortie d'avantages économiques n'est pas probable ou que le montant de l'obligation ne peut être évalué de manière fiable.

Un actif éventuel est un actif qui pourrait résulter d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la société.

Les passifs éventuels et les actifs éventuels ne sont pas constatés dans les états financiers. Toutefois, certaines informations sont fournies pour les passifs éventuels, sauf si la probabilité de règlement est faible.

Instruments de capitaux propres. Les billets supplémentaires de catégorie 1 (billets AT1) ont été classés en instruments de capitaux propres. Les intérêts associés sont constatés directement en report à nouveau lors de leur versement.

Note 4.

Estimations et jugements comptables essentiels

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle formule des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent les montants constatés dans les présents états financiers. Le recours à des estimations signifie que les résultats réels pourraient s'écarter de ces estimations. Les estimations ayant eu l'effet le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont les suivantes :

Evaluation de la juste valeur

Certains actifs et passifs financiers de la société comprennent des données non observables importantes (c.-à-d. de niveau 3). Voir la Note 29 pour obtenir de plus amples renseignements sur la valeur comptable, les techniques d'évaluation et les paramètres significatifs de ces instruments.

Régime de retraite à prestations définies

Le coût du Régime et la valeur du passif du Régime sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Il s'agit là de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les augmentations de salaire futures, les taux de mortalité et les futures augmentations des retraites. En raison de la complexité de l'évaluation, ces estimations sont soumises à des incertitudes importantes. Voir la Note 15 pour de plus amples renseignements sur le Régime de la société.

Note 5.

Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires net comprend les charges nettes d'intérêts et les produits autres que les intérêts. La charge nette d'intérêts comprend les intérêts et dividendes sur instruments financiers évalués à la juste valeur et au coût amorti.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires net.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Produits hors intérêts		
Instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	\$ 2 948	\$ 6 648
Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat	7 424	1 063
Frais et honoraires	2 058	3 703
Produits hors intérêts	12 430	11 414
Produits d'intérêts		
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat	4 013	2 211
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti	3 968	1 237
Total du produit d'intérêts	7 981	3 448
Charges d'intérêts		
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat	(4 834)	(2 062)
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti	(4 775)	(1 881)
Total des charges d'intérêts	(9 609)	(3 943)
Charges d'intérêts nettes	(1 628)	(495)
Chiffre d'affaires net	\$ 10 802	\$ 10 919

Dans le tableau ci-dessus :

- Les plus-values et moins-values sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat concernent principalement les plus-values et moins-values hors intérêts sur les actifs de négociation, les placements, les prêts, les passifs de négociation et certains contrats garantis.
- Les plus-values et moins-values sur instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat concernent principalement les plus-values et moins-values hors intérêts sur certains emprunts non garantis et financements garantis.
- Les commissions concernent principalement le chiffre d'affaires net de certaines missions de conseil financier et de souscription, l'exécution et la compensation d'opérations avec les clients et certains services de gestion des investissements.
- Les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sont fréquemment couverts économiquement par des instruments financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat. Ainsi, les plus-values ou moins-values constatées dans les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat peuvent être partiellement compensés par les plus-values ou moins-values constatées dans les instruments financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat.

Informations géographiques

En raison de la nature hautement intégrée des marchés financiers internationaux, la société gère ses activités sur la base du chiffre d'affaires net de l'entreprise dans son ensemble. La méthodologie d'affectation du chiffre d'affaires net aux zones géographiques repose sur les estimations et le jugement de la direction.

Les résultats géographiques sont généralement répartis comme suit :

- Banque d'investissement : emplacement du client, équipe en charge de l'activité Banque d'investissement et risque sous-jacent.
- FICC et Actions : emplacement du desk teneur de marché ou du marché primaire du titre sous-jacent.
- Gestion des investissements : emplacement de l'équipe de gestion des investissements.

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires net par zone géographique réparti selon la méthodologie visée ci-dessus.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
EMEA	\$ 7 451	\$ 7 092
Amériques	1 712	1 745
Asie	1 639	2 082
Total	\$ 10 802	\$ 10 919

Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Le tableau ci-dessous présente les produits découlant des contrats conclus avec des clients soumis à la norme IFRS 15 qui sont inclus dans les commissions au sein des produits hors intérêts.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Conseil financier et engagement en matière de souscription	\$ 1 111	\$ 2 775
Transactions d'exécution et de compensation avec les clients	521	553
Services de gestion des investissements	426	375
Total	\$ 2 058	\$ 3 703

Note 6.

Charges d'exploitation nettes

Le tableau ci-dessous présente les charges d'exploitation nettes.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Rémunérations et prestations sociales	\$ 1 906	\$ 3 185
Charges liées aux opérations	1 689	2 053
Evolution du marché	61	36
Communication et technologie	147	141
Dépréciations et amortissements	248	210
Honoraires professionnels	154	163
Frais de gestion des sociétés affiliées du Groupe GS	1 090	1 118
Autres charges	724	804
Charges d'exploitation	6 019	7 710
Frais de gestion aux sociétés affiliées du Groupe GS	(191)	(343)
Charges d'exploitation nettes	\$ 5 828	\$ 7 367

Le Dans le tableau ci-dessus :

- Les frais de gestion incluent les frais liés aux services de support et de gestion opérationnels et administratifs, perçus et fournis par les sociétés affiliées du Groupe GS.
- Les autres frais comprennent principalement les charges relevant de la norme IFRS 15, les impôts divers, les provisions pour passifs, les commissions réglementaires et les dons à des organismes caritatifs.

Le tableau ci-dessous présente les commissions dues aux auditeurs de la société, qui sont incluses dans les frais professionnels.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Honoraires d'audit	\$ 5,4	\$ 5,6
Services d'assurance liés à l'audit	2,1	2,1
Autres services d'assurance	1,2	2,5
Services de conformité fiscale	—	0,1
Total des frais pour les services autres que l'audit	3,3	4,7
Total des commissions	\$ 8,7	\$ 10,3

Dans le tableau ci-dessus, les autres services d'assurance incluent la part de la société dans les frais liés à certains services fournis par un cabinet du réseau des auditeurs de la société à diverses sociétés affiliées du Groupe GS. Ces commissions ont été réparties entre les différentes sociétés affiliées du Groupe GS, y compris la société, en fonction du volume des actifs de chaque entité. Les autres services d'assurance pour la période close en décembre 2021 incluent également des commissions dans le cadre d'un examen réglementaire thématique.

Note 7.

Rémunération et prestations sociales

Le tableau ci-dessous présente l'effectif moyen mensuel de la société, directeurs exécutifs compris.

Nombre	Moyenne pour l'exercice clos en décembre	
	2022	2021
Banque d'investissement	750	704
FICC	773	741
Actions	851	899
Gestion des investissements	566	732
Fonctions de support	902	862
Effectif moyen total	3 842	3 938

L'effectif total s'élevait à 3 882 personnes en décembre 2022 et 3 844 en décembre 2021.

Le tableau ci-dessous présente les coûts des rémunérations et prestations sociales encourues par la société, y compris ceux relatifs aux administrateurs.

En millions de dollars	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Traitements et salaires	\$ 1 638	\$ 2 741
Charges sociales	222	397
Coûts de retraite :		
Régime à cotisations définies et part à cotisations définies du régime de retraite hybride	42	45
Part à prestations définies du régime de retraite hybride	4	2
Total	\$ 1 906	\$ 3 185

Dans le tableau ci-dessus, la rémunération totale et les prestations sociales comprennent un crédit de 103 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 et une charge de 634 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021, ce qui reflète les variations de la juste valeur des paiements en actions refacturés par Group Inc. au cours de l'exercice.

Note 8.

Paievements en actions

Plan d'intéressement en actions

Group Inc. parraine un plan d'intéressement en actions, The Goldman Sachs Amended and Restated Stock Incentive Plan (2021) (SIP 2021), qui prévoit, entre autres, des attributions de RSU, d'actions soumises à restrictions, de droits équivalents aux dividendes et d'options d'achat d'actions incitatives, chacun de ces éléments pouvant être soumis à des conditions, y compris des conditions de performance ou de marché. Le 29 avril 2021, les actionnaires du Group Inc. ont approuvé le SIP 2021. Le SIP 2021 fait suite à plusieurs autres plans d'intéressement en actions, dont le premier a été adopté le 30 avril 1999, chacun ayant été approuvé par les actionnaires du Groupe GS.

La société a enregistré une rémunération en actions au titre de l'amortissement des actions attribuées, nettes des déchéances, de 650 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 et de 482 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021. Le crédit qui découle des capitaux propres issus de ces paiements en actions a été compensé en capitaux propres après la comptabilisation d'un passif au titre des montants découlant de l'accord de rétrofacturation avec Group Inc. en vertu duquel la société s'engage à verser à Group Inc. la juste valeur de ces attributions à la date d'attribution ainsi que les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions à Group Inc. au moment de la remise aux collaborateurs.

Actions soumises à restrictions (*Restricted Stock Units* - RSU)

Dans le cadre du SIP 2021, Group Inc. accorde des RSU (y compris des RSU soumises à des conditions de performance ou de marché) aux collaborateurs de la société. Celles-ci sont généralement évaluées sur la base du cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'attribution après prise en compte d'une décote de liquidité au titre de toute restriction applicable après l'acquisition et la remise. La valeur des attributions d'actions tient également compte de l'impact des informations non publiques importantes, le cas échéant, que la société prévoit de mettre à disposition peu de temps après l'attribution. Généralement, les RSU sont acquises et les parts sous-jacentes d'actions ordinaires remises (après déduction de la retenue à la source requise) comme indiqué dans les accords d'attribution applicables. Les contrats d'attribution aux collaborateurs prévoient généralement une accélération de l'acquisition des droits dans certaines circonstances, comme la retraite, le décès, l'invalidité et le conflit en matière d'emploi. La remise des parts d'actions ordinaires sous-jacentes est subordonnée à la satisfaction, par les bénéficiaires, de certaines conditions d'acquisition et autres conditions visées dans les contrats d'attribution. Les RSU non soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement acquises et remises sur une période de trois ans.

Les RSU qui sont soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement remises à l'issue d'une période de trois à cinq ans. Pour les attributions qui sont soumises à des conditions de performance ou de marché, l'attribution finale est généralement ajustée de zéro à 150 % de l'attribution initiale en fonction de la mesure dans laquelle ces conditions sont remplies. Les équivalents de dividendes qui courent sur ces attributions sont versés au moment du règlement des attributions.

Le tableau ci-dessous présente l'activité liée aux RSU.

	Actions soumises à restrictions Nombre d'unités en circulation		Moyenne pondérée de la juste valeur des actions soumises à restrictions en circulation à la date d'attribution	
	Service futur obligatoire	Pas de service futur obligatoire	Service futur obligatoire	Pas de service futur obligatoire
Exercice clos en décembre 2022				
Solde de début	756 025	3 725 700	\$ 243,70	\$ 223,32
Attribué	869 222	1 417 779	\$ 301,06	\$ 311,74
Déchu	(132 657)	(68 209)	\$ 274,34	\$ 249,43
Remis	—	(2 006 662)	\$ —	\$ 229,13
Acquis	(632 062)	632 062	\$ 267,03	\$ 267,03
Transferts	11 926	(544)	\$ 248,53	\$ 235,56
Solde de clôture	872 454	3 700 126	\$ 277,97	\$ 261,02
Exercice clos en décembre 2021				
Solde de début	922 129	3 594 376	\$ 205,09	\$ 203,12
Attribué	708 757	1 320 804	\$ 258,90	\$ 261,67
Déchu	(85 503)	(63 735)	\$ 228,06	\$ 205,29
Remis	—	(1 838 383)	\$ —	\$ 207,94
Acquis	(706 957)	706 957	\$ 213,31	\$ 213,31
Transferts	(82 401)	5 681	\$ 215,18	\$ 202,78
Solde de clôture	756 025	3 725 700	\$ 243,70	\$ 223,32

Dans le tableau ci-dessus :

- La juste valeur moyenne pondérée des RSU attribuées s'est établie à 307,68 USD au cours de l'exercice clos en décembre 2022 et à 260,71 USD au cours de l'exercice clos en décembre 2021. La juste valeur des RSU attribuées incluait une décote de liquidité de 5,6 % au cours de l'exercice clos en décembre 2022 et de 8,0 % au cours de l'exercice clos en décembre 2021 afin de tenir compte des restrictions de transfert post-acquisition et remise, généralement jusqu'à 4 ans.
- La juste valeur globale des attributions acquises a atteint 638 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 et 584 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021.
- Le solde de clôture comprenait les RSU soumises aux futures exigences de service et à des conditions de performance ou de marché à hauteur de 65 942 RSU en décembre 2022, et le montant maximum pouvant être obtenu était de 98 914 RSU en décembre 2022. Il n'y avait pas de RSU en circulation en décembre 2021.
- Le solde de clôture comprenait également les RSU non soumises aux futures exigences de service mais soumises à des conditions de performance à hauteur de 223 150 RSU en décembre 2022 et 58 948 RSU à décembre 2021, et le montant maximum de RSU pouvant être gagné était de 334 726 RSU en décembre 2022 et 88 421 RSU en décembre 2021.

Note 9.

Charge d'impôt sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous présente une analyse des charges d'impôt sur les bénéfices de la société.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Impôt courant		
Imposition au Royaume-Uni	\$ 532	\$ 587
Ajustements relatifs aux exercices antérieurs	(6)	3
Imposition à l'étranger	232	224
Total actifs courants	758	814
Impôt différé		
Apparition et résorption d'écarts temporaires	147	(141)
Effet de la baisse/(de la hausse) du taux combiné d'imposition des sociétés au Royaume-Uni	49	(55)
Ajustements relatifs aux exercices antérieurs	(8)	(3)
Total impôt différé	188	(199)
Total de la charge d'impôt sur les bénéfices	\$ 946	\$ 615

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre la charge d'impôt sur les bénéfices et le montant calculé en appliquant au bénéfice avant impôt de la société une moyenne pondérée d'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 27,0 % (surtaxe bancaire incluse) pour l'exercice clos en décembre 2022 (exercice clos en décembre 2021 : 27,0 %).

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Bénéfice avant impôt	\$ 4 974	\$ 3 552
Bénéfice multiplié par un taux combiné d'imposition des sociétés au Royaume-Uni de 27 %	1 343	959
Variations de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs d'impôt différé	(16)	2
Impôt déductible sur les intérêts des obligations AT1	(202)	(202)
Revenu non imposable des obligations d'Etat indexées	(239)	(92)
Autres écarts permanents	14	1
Effet de la hausse des impôts sur les bénéfices à l'étranger	2	—
Écarts de change et autres	9	2
Ajustements relatifs aux exercices antérieurs	(14)	—
Effet de la baisse/(de la hausse) du taux combiné d'imposition des sociétés au Royaume-Uni	49	(55)
Total de la charge d'impôt sur les bénéfices	\$ 946	\$ 615

La Loi de finances du Royaume-Uni de 2021, qui a porté le taux principal de l'impôt sur les sociétés du Royaume-Uni de 19,0 % à 25,0 % à compter du 1^{er} avril 2023, a été promulguée en juin 2021. En 2021, les actifs d'impôt différé de la société ont été réévalués et un avantage d'impôt différé de 55 millions de dollars a été comptabilisé dans le compte de résultat.

La Loi de finances du Royaume-Uni de 2022, qui a réduit la surtaxe bancaire applicable à la société de 8,0 % à 3,0 % à compter du 1^{er} avril 2023, a été promulguée en février 2022. En 2022, les actifs d'impôt différé de la société ont été réévalués et une charge d'impôt différé de 49 millions de dollars a été comptabilisée dans le compte de résultat.

Note 10.

Contrats garantis

Le tableau ci-dessous présente les contrats garantis.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Contrats de prise en pension	\$ 129 433	\$ 156 844
Titres empruntés	106 363	100 522
Total	\$ 235 796	\$ 257 366

Note 11.

Créances clients et autres créances

Le tableau ci-dessous présente les créances clients et autres créances.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Créances sur les courtiers/négociants et les organismes de compensation	\$ 19 200	\$ 17 102
Créances sur la clientèle et les contreparties	59 767	69 033
Total	\$ 78 967	\$ 86 135

Dans le tableau ci-dessus :

- Le total des créances clients et autres créances se compose principalement de créances résultant de garanties constituées dans le cadre de certaines opérations sur instruments dérivés, de prêts sur marge et de soldes liés aux opérations sur instruments dérivés cotés.
- Les créances sur la clientèle et les contreparties comprennent les créances résultant de contrats conclus avec des clients, qui s'élevaient à 170 millions de dollars en décembre 2022 et à 228 millions de dollars en décembre 2021.

Note 12.

Actifs et passifs de négociation

Les actifs et passifs de négociation comprennent les instruments de trésorerie de négociation et les instruments dérivés détenus dans le cadre des activités de tenue de marché ou de gestion des risques de la société. Les actifs de négociation comprennent les actifs constitués en garantie. Veuillez consulter la Note 28 pour de plus amples renseignements.

Le tableau ci-dessous présente les actifs de négociation.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Instruments de trésorerie de négociation		
Instruments du marché monétaire	\$ 20	\$ 6
Obligations gouvernementales et d'agences	18 301	28 256
Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs	198	478
Instruments de dette d'entreprise	20 092	22 326
Titres de participation	33 670	55 505
Matières premières	148	21
Total des instruments de trésorerie de négociation	72 429	106 592
Instruments dérivés		
Taux d'intérêt	599 737	422 209
Risque de crédit	19 782	27 761
Devises	111 249	91 010
Matières premières	19 647	25 805
Actions	49 966	68 861
Total des instruments dérivés	800 381	635 646
Total des actifs de négociation	\$ 872 810	\$ 742 238

Le tableau ci-dessous présente les passifs de négociation.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Instruments de trésorerie de négociation		
Obligations gouvernementales et d'agences	\$ 14 109	\$ 31 558
Instruments de dette d'entreprise	5 532	5 703
Titres de participation	37 037	35 497
Matières premières	16	14
Total des instruments de trésorerie de négociation	56 694	72 772
Instruments dérivés		
Taux d'intérêt	585 621	408 017
Risque de crédit	17 453	24 749
Devises	114 335	92 707
Matières premières	20 207	25 626
Actions	50 003	71 111
Total des instruments dérivés	787 619	622 210
Total des passifs de négociation	\$ 844 313	\$ 694 982

Dans les tableaux ci-dessus :

- Les instruments de dette d'entreprise comprennent les prêts aux entreprises, les titres de créance, les obligations convertibles, les opérations sur matières premières payées d'avance et les transferts d'actifs comptabilisés en tant que prêts garantis plutôt qu'achats.
- Les titres de participation comprennent les fonds cotés et négociés en bourse.

Note 13.

Investissements

Les placements comprennent les instruments de dette et les titres de participation comptabilisés à la juste valeur et qui sont généralement détenus par la société dans le cadre de ses activités d'investissement à long terme. Les investissements comprennent les actifs constitués en garantie. Veuillez consulter la Note 28 pour de plus amples renseignements.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux placements.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Instruments de dette d'entreprise	\$ 45	\$ 161
Titres de participation	235	238
Total	\$ 280	\$ 399

Dans le tableau ci-dessus :

- Les instruments de dette d'entreprise comprennent principalement les dettes senior, les dettes mezzanine et les crédits en souffrance.
- Les titres de participation sont constitués d'investissements de la société dans des participations publiques ou privées au capital de personnes morales.

Note 14.

Autres actifs

Le tableau ci-dessous présente les autres actifs par type d'actif.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Prêts interentreprises	\$ 683	\$ 2 083
Investissement dans des filiales	136	—
Créances diverses et autres créances	1 274	699
Total des actifs financiers	2 093	2 782
Biens, améliorations locatives et équipements	5	9
Actifs incorporels	560	553
Droit d'utilisation	8	5
Excédent de retraite (voir la Note 15)	40	311
Actifs d'impôt différé (voir la Note 16)	385	592
Charges payées d'avance et produits à recevoir	43	20
Actifs fiscaux	121	177
Créances diverses et autres créances	4	13
Total des actifs non financiers	1 166	1 680
Total	\$ 3 259	\$ 4 462

Dans le tableau ci-dessus :

- Les investissements dans des filiales ont été évalués à la juste valeur conformément à la norme IFRS 9.
- Les créances diverses et autres créances incluses dans les actifs financiers comprennent principalement les créances sur les sociétés affiliées du Groupe GS, y compris les créances affectées aux fin de distribution du chiffre d'affaires net entre les sociétés affiliées du Groupe GS en fonction de leur participation aux activités du Groupe GS.

Biens, améliorations locatives et équipements

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des biens, améliorations locatives et équipements au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

<i>En millions de dollars</i>	Améliorations locatives	Agencements, aménagements et équipements	Total
Coût			
En décembre 2020	\$ 9	\$ 5	\$ 14
Entrées	7	1	8
Sorties	—	—	—
En décembre 2021	16	6	22
Entrées	—	—	—
Sorties	(4)	—	(4)
En décembre 2022	12	6	18
Amortissement cumulé			
En décembre 2020	9	3	12
Charges au titre de l'exercice	—	1	1
Sorties	—	—	—
En décembre 2021	9	4	13
Charges au titre de l'exercice	1	—	1
Sorties	(1)	—	(1)
En décembre 2022	9	4	13
Valeur nette comptable			
En décembre 2022	\$ 3	\$ 2	\$ 5
En décembre 2021	\$ 7	\$ 2	\$ 9

Actifs incorporels

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des actifs incorporels au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

<i>En millions de dollars</i>	Logiciels informatiques	Actifs en construction	Total
Coût			
En décembre 2020	\$ 612	\$ 230	\$ 842
Ajouts/Transferts	260	23	283
Sorties	(29)	—	(29)
En décembre 2021	843	253	1 096
Ajouts/Transferts	245	7	252
Sorties	(1)	—	(1)
En décembre 2022	1 087	260	1 347
Amortissements cumulés			
En décembre 2020	352	—	352
Charges au titre de l'exercice	206	—	206
Sorties	(15)	—	(15)
En décembre 2021	543	—	543
Charges au titre de l'exercice	245	—	245
Sorties	(1)	—	(1)
En décembre 2022	787	—	787
Valeur nette comptable			
En décembre 2022	\$ 300	\$ 260	\$ 560
En décembre 2021	\$ 300	\$ 253	\$ 553

Note 15.

Régimes de retraite

La société parraine un régime de retraite hybride qui comporte à la fois un segment à prestations définies (le Régime) et un segment à cotisations définies. Le Régime verse des prestations de retraite calculées en fonction du salaire final des participants, avec un âge normal de départ à la retraite de 65 ans pour la plupart des participants. Le Régime est financé et ses actifs sont détenus séparément de ceux de la société, dans des fonds administrés par des fiduciaires distincts.

Le Régime, fermé aux nouveaux entrants à compter du 1^{er} avril 2008, a été remplacé par un régime à cotisations définies. L'accumulation de prestations a cessé le 31 mars 2016 pour les participants existants.

Le Régime, qui est régi par le droit des fiducies, est géré et administré par Goldman Sachs UK Retirement Plan Trustee Limited (le Fiduciaire) pour le compte des participants et des bénéficiaires conformément aux conditions de l'Acte et des Règles de fiducie ainsi qu'à toutes les lois applicables. Les Fiduciaires agissent pour le compte des participants et des bénéficiaires et ont pour mission de définir la stratégie d'investissement et de convenir des besoins de financement avec la société tout au long du processus d'évaluation.

Une évaluation actuarielle complète du Régime a été effectuée le 31 décembre 2022 par un actuaire indépendant qualifié utilisant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des données relatives à l'adhésion au 31 juillet 2022. En décembre 2022, le passif du Régime concerne, à hauteur de 92 %, les bénéficiaires futurs et, à hauteur de 8 %, les bénéficiaires actuels.

Aucun plafond d'actif n'est imposé sur le montant de l'excédent de retraite comptabilisé dans les états financiers car la société est en mesure d'utiliser l'excédent du Régime dans les cas présentés à la rubrique « IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction ».

Risques du Régime

Les principaux risques du Régime sont les suivants :

- **Déficit de financement.** Si les rendements des placements ne sont pas suffisants pour payer les prestations, des cotisations supplémentaires sont nécessaires. Le niveau de performance des actions constitue un facteur déterminant du rendement global des investissements ; le portefeuille d'investissement est également soumis à une série d'autres risques typiques des catégories d'actifs détenues, en particulier le risque de taux d'intérêt et le risque d'inflation sur les obligations.

• **Volatilité des actifs.** La volatilité des écarts entre les actifs du Régime et les passifs du Régime est l'une des conséquences de la stratégie d'investissement du Régime, caractérisée par l'investissement d'une part importante des actifs dans les actions et autres actifs axés sur le rendement.

• **Sensibilité des passifs du Régime.** Les passifs du Régime sont sensibles aux hypothèses relatives à l'inflation future et à l'espérance de vie. Ils sont également sensibles au taux d'actualisation, qui dépend des rendements du marché des obligations d'entreprise AA libellées en livres sterling.

• **Hypothèses financières et de mortalité**

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses financières et de mortalité utilisées pour déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies.

% par an, à l'exception des hypothèses de mortalité	En décembre	
	2022	2021
Hypothèses financières		
Taux d'actualisation	4,89	1,91
Taux d'inflation des prix - IPD (indice des prix de détail)	3,35	3,38
Taux d'inflation des prix - IPC (indice des prix à la consommation)	2,85	2,88
Taux d'augmentation des cotisations aux régimes de retraite (cumulé, après le 30 novembre 1996)	3,15	3,18
Taux d'augmentation des retraites en report (cumulé, après le 30 novembre 1996)	2,85	2,88
Taux d'augmentation des retraites en report (cumulé, après le 5 avril 2009)	2,50	2,50
Hypothèses de mortalité		
Espérance de vie à 65 ans pour les participants âgés de 65 ans actuellement :		
Hommes	24,3 ans	24,2 ans
Femmes	25,6 ans	25,5 ans
Espérance de vie à 65 ans pour les participants âgés de 45 ans actuellement :		
Hommes	25,5 ans	25,4 ans
Femmes	26,9 ans	26,9 ans

Dans le tableau ci-dessus, les hypothèses de mortalité retenues pour l'exercice clos en décembre 2022 correspondent au tableau de référence « SAPS S3 very light (All Pensioners) series » avec une provision pour les améliorations futures à partir de 2013 conforme aux projections de base de l'organisme CMI pour 2021, un taux d'amélioration à long terme d'1,25 % par an et un ajout initial au paramètre d'amélioration de la mortalité de 0,50 % par an.

Rapprochement de l'excédent de retraite

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des actifs du Régime, des passifs du Régime et de l'excédent de retraite net.

En millions de dollars	Actifs du régime	Passifs du régime	Excédent de retraite net
Exercice clos en décembre 2022			
Au 1 ^{er} janvier 2022	\$ 3 249	(2 938)	\$ 311
Frais administratifs	—	(2)	(2)
Produit/(charge) d'intérêts	57	(51)	6
Rendement des actifs du Régime plus élevé/(moins élevé) que le taux d'actualisation	(1 733)	—	(1 733)
Plus-value/(moins-value) actuarielle - historique du passif	—	(172)	(172)
Plus-value actuarielle - hypothèses financières	—	1 657	1 657
Plus-value actuarielle - hypothèses démographiques	—	2	2
Avantages versés	(22)	22	—
Plus-value/moins-value de change	(318)	289	(29)
Au 31 décembre 2022	\$ 1 233	\$ (1 193)	\$ 40
Exercice clos en décembre 2021			
Au 1 ^{er} janvier 2021	\$ 3 216	\$ (3 014)	\$ 202
Frais administratifs	—	(4)	(4)
Produit/(charge) d'intérêts	49	(46)	3
Rendement des actifs du Régime plus élevé/(moins élevé) que le taux d'actualisation	48	—	48
Plus-value/(moins-value) actuarielle - historique du passif	—	2	2
Plus-value actuarielle - hypothèses financières	—	60	60
Plus-value actuarielle - hypothèses démographiques	—	3	3
Avantages versés	(34)	34	—
Plus-value/moins-value de change	(30)	27	(3)
Au 31 décembre 2021	\$ 3 249	\$ (2 938)	\$ 311

Juste valeur des actifs du Régime

Les Fiduciaires du Régime ont adopté une stratégie d'allocation d'actifs à long terme visant à investir 41 % des actifs dans des placements axés sur les rendements (tels que des fonds/indices d'actions, des placements alternatifs et des titres à revenu fixe) et 59 % des fonds dans des actifs de rapprochement des passifs (tels que les Gilts). Le Régime s'est doté d'un programme de couverture qui investit dans des swaps et d'autres instruments dérivés afin de réduire l'exposition aux variations des taux d'intérêt et à l'inflation.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs du Régime.

<i>En millions de dollars</i>	Cotés	Non cotés	Total
En décembre 2022			
Fonds/indices actions	\$ 199	\$ —	\$ 199
Gilts et contrats de prise en pension/mise en pension	850	(285)	565
Swaps	—	(334)	(334)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	517	—	517
Autres	154	132	286
Total	\$ 1 720	\$ (487)	\$ 1 233
En décembre 2021			
Fonds/indices actions	\$ 892	\$ —	\$ 892
Gilts et contrats de prise en pension/mise en pension	1 219	—	1 219
Swaps	—	193	193
Trésorerie et équivalents de trésorerie	287	—	287
Autres	564	94	658
Total	\$ 2 962	\$ 287	\$ 3 249

Dans le tableau ci-dessus, les autres investissements sont principalement constitués d'investissements dans des placements alternatifs et des titres à revenu fixe.

Coût des prestations définies

Le tableau ci-dessous présente la moins-value/(plus-value) au titre des prestations définies liée au Régime, comptabilisée dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Compte de résultat		
Frais administratifs	\$ 2	\$ 4
Produits d'intérêts	(6)	(3)
Total débité/(crédité) au compte de résultat	(4)	1
Autres éléments du résultat global		
Rendement des actifs du Régime moins élevé/(plus élevé) que le taux d'actualisation	1 733	(48)
Moins-value/(plus-value) actuarielle - expérience en responsabilité	172	(2)
Plus-value actuarielle - hypothèses financières	(1 657)	(60)
Plus-value actuarielle - hypothèses démographiques	(2)	(3)
Total des moins-values/(plus-values) comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	246	(113)
Total des moins-values/(plus-values) au titre des prestations définies	\$ 242	\$ (112)

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité des passifs du régime pour chaque hypothèse actuarielle significative.

	Impact sur les passifs du Régime			
	Augmentation de l'hypothèse		Diminution de l'hypothèse	
	<i>En millions de dollars</i>	%	<i>En millions de dollars</i>	%
En décembre 2022				
Variation de 0,25 % du taux d'actualisation	\$ (71)	(6,0)	\$ 76	6,4
Variation de 0,25 % de l'inflation des prix	\$ 59	4,9	\$ (55)	(4,6)
Variation sur 1 an de l'espérance de vie	\$ 31	2,6	\$ (33)	(2,8)
En décembre 2021				
Variation de 0,25 % du taux d'actualisation	\$ (218)	(7,4)	\$ 240	8,2
Variation de 0,25 % de l'inflation des prix	\$ 178	6,1	\$ (165)	(5,6)
Variation sur 1 an de l'espérance de vie	\$ 115	3,9	\$ (116)	(3,9)

Les sensibilités figurant dans le tableau ci-dessus sont basées sur une variation de chaque hypothèse dans un contexte où toutes les autres hypothèses sont maintenues.

Il existe des limites inhérentes à l'analyse de sensibilité car il est peu probable que de tels mouvements idiosyncratiques se produisent. La méthodologie utilisée pour calculer les sensibilités est la même pour les deux périodes présentées dans le tableau ci-dessus.

Nature des flux de trésorerie futurs

Depuis la fermeture du Régime à l'accumulation de nouvelles prestations à compter du 31 mars 2016, la société a cessé de verser des cotisations régulières au Régime. Cependant, elle continuera d'évaluer périodiquement les besoins de financement du Régime avec les Fiduciaires.

Les Fiduciaires procèdent à l'évaluation officielle du financement du Régime tous les trois ans afin d'évaluer les besoins de financement du Régime. Cette évaluation diffère de l'évaluation actuarielle requise d'un point de vue comptable en raison de l'utilisation de différentes hypothèses.

L'évaluation triennale la plus récente du Régime, effectuée par un actuaire indépendant qualifié au 31 décembre 2021, indiquait que le Régime présentait un excédent de financement de 383 millions de dollars. En septembre et octobre 2022, suite à une forte volatilité de la valorisation des gilts et swaps britanniques, il a été demandé au Régime d'honorer des appels de garantie sur ses actifs appariés aux passifs. Le Régime a pu répondre à ces appels en cédant des actifs liquides. Cette situation, conjuguée à la hausse des taux d'intérêt au Royaume-Uni, a entraîné une diminution de la valorisation du financement du Régime pour passer d'un excédent de 383 millions de dollars en décembre 2021 à un déficit estimé à 60 millions de dollars en décembre 2022. Afin d'atténuer le risque de devoir vendre d'autres actifs, le Régime a souscrit une facilité de crédit renouvelable à court terme auprès d'une société affiliée du Groupe GS qu'elle utilisera si des liquidités supplémentaires s'avèrent nécessaires pour faire face aux appels de garantie. En décembre 2022, le Régime n'avait pas utilisé ce crédit et les marchés s'étaient stabilisés. La prochaine valorisation officielle du financement du Régime est prévue au 31 décembre 2024.

La société s'attend à ce que le Régime verse 22 millions de dollars de prestations aux participants au cours du prochain exercice.

En décembre 2022, la duration moyenne pondérée des passifs du Régime s'établissait à 26 ans.

Note 16.

Actifs d'impôt différé

Le tableau ci-dessous présente les composantes des actifs d'impôt différé de la société.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Rémunération différée	576	816
Prestations postérieures au départ à la retraite	(11)	(103)
Biens, améliorations locatives et actifs corporels et incorporels	(149)	(161)
Ajustement de la valorisation de la dette	(31)	55
Financement garanti interentreprises	1	(12)
Autres écarts	(1)	(3)
Total	385	592

Le tableau ci-dessous présente les variations de chaque composante des actifs d'impôt différé de la société.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Rémunération différée		
Solde de début	\$ 816	\$ 551
Transfert au compte de résultat	(240)	265
Solde de clôture	\$ 576	\$ 816
Prestations postérieures au départ à la retraite		
Solde de début	\$ (103)	\$ (54)
Transfert au compte de résultat	25	(21)
Transfert aux autres éléments du résultat global	67	(28)
Solde de clôture	\$ (11)	\$ (103)
Biens, améliorations locatives et actifs incorporels		
Solde de début	\$ (161)	\$ (129)
Transfert au compte de résultat	12	(32)
Solde de clôture	\$ (149)	\$ (161)
Ajustement de la valorisation de la dette		
Solde de début	\$ 55	\$ 78
Transfert aux autres éléments du résultat global	(86)	(23)
Solde de clôture	\$ (31)	\$ 55
Financement garanti interentreprises		
Solde de début	\$ (12)	\$ —
Transfert au compte de résultat	13	(12)
Solde de clôture	\$ 1	\$ (12)
Autres écarts		
Solde de début	\$ (3)	\$ (2)
Transfert au compte de résultat	2	(1)
Solde de clôture	\$ (1)	\$ (3)
Total		
Solde de début	\$ 592	\$ 444
Transfert au compte de résultat (voir la Note 9)	(188)	199
Transfert aux autres éléments du résultat global	(19)	(51)
Solde de clôture	\$ 385	\$ 592

Dans les tableaux ci-dessus, la rémunération différée est principalement liée à la rémunération en actions.

Note 17.

Participations dans d'autres entités

Le tableau ci-dessous présente les filiales contrôlées par la société en décembre 2022.

Nom de la société	Pays de constitution	Participation et pourcentage de droits de vote	Catégorie d'actions détenues	Actions détenues	Nature de l'activité
Goldman Sachs (Cayman) Limited	Iles Caïmans	100 %	Actions ordinaires	250	Services financiers
Griffin Trust	Afrique du Sud	*	*	*	Services financiers

* Cette filiale n'est pas contrôlée par la biais de la détention des droits de vote attachés aux actions.

Les adresses du siège social des filiales de la société sont :

- Goldman Sachs (Cayman) Limited : bureaux de Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans.
- Griffin Trust : 2nd Floor, The Place, 1 Sandton Drive, Sandton, 2196, Afrique du Sud.

La société détient des participations dans un certain nombre d'entités ad hoc et de fonds à capital garanti qui ne répondent pas à la définition d'une filiale au sens juridique, mais qui donnent lieu à des risques et des avantages qui, en substance, sont identiques à ceux des filiales au sens juridique. Les activités de ces entités ad hoc et des fonds à capital garanti consistent à émettre des billets d'emprunt dans le cadre d'un programme de reconditionnement. Les entités ad hoc et fonds à capital garanti sont regroupés dans les états financiers de Group Inc.

Entités structurées non consolidées

La société détient des participations dans des entités structurées qu'elle ne contrôle pas (entités structurées non consolidées), qui comprennent principalement des dettes de premier rang et subordonnées, des instruments dérivés et des garanties. Les entités structurées financent généralement l'achat d'actifs par l'émission de titres de créance garantis ou indexés sur les actifs détenus par l'entité structurée. Les titres de créance émis par une entité structurée peuvent inclure des tranches de rangs différents. Les activités de la société auprès d'entités structurées comprennent principalement l'achat et la vente de participations bénéficiaires émises par des entités structurées adossées à des crédits hypothécaires dans le cadre des activités de tenue de marché et des opérations sur instruments dérivés conclues par la société avec des entités structurées, par exemple des contrats de swap sur rendement global. Dans certains cas, la société fournit des garanties, y compris des garanties sur instruments dérivés, à des entités structurées non consolidées ou à des détenteurs de participations dans des entités structurées non consolidées.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des entités structurées non consolidées dans lesquelles la société détient des participations.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Actif dans des entités structurées	\$ 4 106	\$ 6 038
Valeur comptable des participations - actifs	\$ 527	\$ 315
Valeur comptable des participations - passifs	\$ (44)	\$ (28)
Exposition maximale aux pertes	\$ 3 835	\$ 3 399

Dans le tableau ci-dessus :

- Les valeurs comptables des participations de la société sont inscrites au bilan dans les actifs de négociation ou les passifs de négociation.
- L'exposition maximale aux pertes de la société résulte principalement des instruments dérivés, des engagements et des garanties dont l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel qui ne représente pas les pertes anticipées et dont les pertes latentes déjà enregistrées n'ont pas été déduites. En conséquence, l'exposition maximale aux pertes est supérieure aux passifs enregistrés pour les instruments dérivés, les engagements et les garanties.

Note 18.

Financements garantis

Le tableau ci-dessous présente les financements garantis.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Contrats de mise en pension	\$ 80 172	139 284
Titres prêtés	31 019	51 080
Prêts interentreprises	7 027	4 205
Titres de créance émis	2 393	4 540
Autres emprunts	4 124	5 430
Total	124 735	204 539

Dans le tableau ci-dessus, les prêts interentreprises, les titres de créance émis et les autres emprunts sont garantis par des titres qui ont été constitués en garantie. Cette garantie donnée est comptabilisée soit en actifs de négociation, soit en contrats garantis.

Note 19.

Dettes envers la clientèle et autres dettes

Le tableau ci-dessous présente les dettes envers la clientèle et autres dettes.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Dettes envers les courtiers/négociants et les organismes de compensation	\$ 3 133	\$ 2 781
Dettes envers la clientèle et les contreparties	107 850	117 102
Total	\$ 110 983	\$ 119 883

Dans le tableau ci-dessus, le total des dettes envers la clientèle et des autres dettes se compose principalement de garanties en espèces reçues dans le cadre de certaines opérations sur instruments dérivés, des soldes créditeurs de la clientèle liés aux activités de courtage principal (*prime brokerage*) de la société et des soldes liés à l'activité sur les instruments dérivés cotés.

Note 20.

Emprunts non garantis

Le tableau ci-dessous présente les emprunts non garantis.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Prêts bancaires	\$ 100	\$ —
Découverts	68	14
Prêts interentreprises - non éligibles à l'exigence MREL	19 519	16 179
Prêts interentreprises - éligibles à l'exigence MREL	16 774	18 215
Titres de créance émis	26 929	35 179
Emprunts subordonnés	5 407	5 387
Autres emprunts	7 408	4 839
Total	\$ 76 205	\$ 79 813

Dans le tableau ci-dessus :

- Les paiements sur titres de créance émis et autres instruments d'emprunt sont généralement constatés dans les actifs financiers sous-jacents, qui sont principalement des taux d'intérêt, des actions et des devises.
- Les prêts subordonnés, qui s'élèvent à 5,41 milliards de dollars en décembre 2022 et 5,39 milliards de dollars en décembre 2021, se composent de prêts à long terme de 5,38 milliards de dollars provenant de GSG UK et des intérêts courus sur ces prêts. Ces prêts, qui ne sont pas garantis, portent intérêt à marge par rapport au taux des fonds fédéraux de la Réserve fédérale des États-Unis. La marge est réinitialisée périodiquement afin de refléter l'évolution du coût moyen pondéré de l'endettement du Groupe GS. Ces prêts constituent des fonds propres réglementaires approuvés par la PRA et sont remboursables sous réserve de l'approbation de la PRA. Ces prêts arrivent à échéance entre le 26 décembre 2029 et le 9 septembre 2030.

Ajustement de la valorisation de la dette

La société calcule la juste valeur des titres de créance émis qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat en actualisant les flux de trésorerie futurs à un taux intégrant les spreads de crédit du Groupe GS. Le tableau ci-dessous présente des informations sur les plus-values/(moins-values) nettes cumulées avant impôt sur ces passifs financiers, qui sont incluses dans les autres éléments cumulés du résultat global.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Solde de début	\$ (188)	\$ (290)
Ajustement de la valorisation de la dette au titre de l'exercice	301	54
Transfert en report à nouveau	(2)	48
Solde de clôture	\$ 111	\$ (188)

Dans le tableau ci-dessus, une plus-value nette de 2 millions de dollars (1 million de dollars, net d'impôt) pour l'exercice clos en décembre 2022 et une moins-value nette de 48 millions de dollars (35 millions de dollars, nets d'impôts) pour l'exercice clos en décembre 2021, réalisées lors du remboursement anticipé de certains de ces passifs financiers, ont été transférées des autres éléments du résultat global accumulés vers les bénéfices non distribués.

Comptabilité de couverture

La société désigne certains swaps de taux d'intérêt comme des couvertures de juste valeur utilisées pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certaines dettes à long et à court terme non garanties à taux fixe. Ces swaps de taux d'intérêt couvrent les variations de juste valeur attribuables au taux d'intérêt de référence concerné (par ex., EURIBOR), ce qui permet de convertir, de fait, les obligations à taux fixe en obligations à taux variable.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux instruments de couverture qui sont classés en instruments dérivés au sein des actifs et passifs de négociation au bilan.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Valeur comptable de l'actif	\$ 3	\$ 12
Valeur comptable du passif	\$ —	\$ —

Le tableau ci-dessous présente le montant notionnel des instruments de couverture par date d'échéance contractuelle.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
1 à 3 mois	\$ —	\$ —
3 mois à 1 an	—	—
1 à 5 ans	1 519	1 708
Plus de 5 ans	1 810	1 566
Total	\$ 3 329	\$ 3 274

Le taux fixe moyen des instruments de couverture de la société s'élève à 2,05 % pour l'exercice clos en décembre 2022 et à 1,07 % pour l'exercice clos en décembre 2021.

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des éléments couverts qui sont désignés dans une relation de couverture ainsi que l'ajustement de couverture cumulé (augmentation/(diminution)) des relations de couverture actuelles et antérieures incluses dans ces valeurs comptables.

<i>En millions de dollars</i>	Valeur comptable	Ajustement de couverture cumulé
En décembre 2022		
Emprunts à court terme non garantis	\$ 8	\$ —
Emprunts à long terme non garantis	\$ 2 866	\$ (291)
En décembre 2021		
Emprunts à long terme non garantis	\$ 3 202	\$ 63

En outre, les ajustements de couverture cumulés pour les éléments qui ne sont plus désignés dans une relation de couverture s'élevaient à 8 millions de dollars en décembre 2022 et à 9 millions de dollars en décembre 2021.

Le tableau ci-dessous présente les plus-values ou moins-values réalisées par la société dans le cadre de ses opérations sur instruments dérivés de taux d'intérêt comptabilisées en couverture, les emprunts couverts y afférents et l'inefficacité de la couverture de ces instruments dérivés comptabilisés en chiffre d'affaires net.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Couvertures de taux d'intérêt	\$ (363)	\$ (130)
Emprunts couverts	341	110
Inefficacité de la couverture	\$ (22)	\$ (20)

Note 21.

Autres passifs

Le tableau ci-dessous présente les autres passifs par type d'actif.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Rémunérations et prestations sociales	\$ 2 000	\$ 2 649
Dettes liées à l'impôt sur les bénéfices	240	450
Passifs locatifs	9	5
Charges à payer et autres	1 949	1 717
Total des passifs financiers	4 198	4 821
Dettes liées à l'impôt sur les bénéfices	3	4
Autres impôts et charges sociales	395	482
Provisions	—	1
Total des passifs non financiers	398	487
Total	\$ 4 596	\$ 5 308

Dans le tableau ci-dessus, les charges à payer et autres comprennent les passifs contractuels qui représentent la contrepartie perçue par la société dans le cadre de ses contrats avec les clients avant la fourniture du service. En décembre 2022 et décembre 2021, les passifs contractuels n'étaient pas significatifs.

Provisions

Le tableau ci-dessous présente les provisions relatives aux procédures judiciaires et réglementaires dans lesquelles la société est impliquée.

<i>En millions de dollars</i>	
En décembre 2020	\$ 1
Facturation au cours de l'exercice	1
Utilisées au cours de l'exercice	(1)
En décembre 2021	\$ 1
Facturation au cours de l'exercice	8
Utilisées au cours de l'exercice	(9)
En décembre 2022	\$ —

Note 22.

Capital social

Le tableau ci-dessous présente le capital social.

	Actions ordinaires d'1 USD chacune	<i>En millions de dollars</i>
Alloué, appelé et entièrement libéré		
En décembre 2020	598 182 053	\$ 598
En décembre 2021	598 182 053	\$ 598
En décembre 2022	598 182 053	\$ 598

Note 23.

Autres instruments de capitaux propres

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux billets AT1.

<i>Mois d'émission</i>	Nombre de billets AT1	En millions de dollars	Taux d'intérêt
Juin 2017	5 800	\$ 5 800	9,00 % p.a.
Novembre 2018	2 500	2 500	8,67 % p.a.
En décembre 2022	8 300	\$ 8 300	

Des billets AT1 de la société d'un montant d'1 million de dollars chacun ont été émis à GSG UK. Ils ne sont pas assortis d'une date d'échéance fixe ni remboursables par anticipation.

Les billets AT1 feront l'objet d'une radiation irrévocable si le ratio de fonds propres CET1 de la société ou du Groupe GSG UK devient inférieur à 7 %.

La société a versé 749 millions de dollars sur ses billets AT1 pour les exercices clos à la fois en décembre 2022 et en décembre 2021. Les intérêts sont constatés directement en report à nouveau lors de leur versement. L'incidence fiscale associée est comptabilisée en charge d'impôt sur les bénéfices. Les intérêts fixes non cumulatifs sont versés à la discrétion de la société sous réserve de certaines conditions de solvabilité et réglementaires.

Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la société a l'intention de rembourser 2,80 milliards de dollars de ses billets AT1 en 2023. La société a l'intention de remplacer partiellement ces fonds propres réglementaires en augmentant d'1,50 milliard de dollars ses prêts subordonnés à long terme éligibles de catégorie 2.

Note 24.

Etat des rapprochements des flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie, nets des découverts aux fins de l'état des flux de trésorerie.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 11 707	\$ 52 422
Découverts (voir la Note 20)	(68)	(14)
Total	\$ 11 639	\$ 52 408

Dans le tableau ci-dessus, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent des liquidités soumises à des restrictions d'utilisation par la société de 2,82 milliards de dollars en décembre 2022 et de 2,52 milliards de dollars en décembre 2021.

Rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie provenant/ (utilisés dans le cadre) des activités d'exploitation.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Bénéfice avant impôt	\$ 4 974	\$ 3 552
Ajustements au titre des paramètres ci-après		
Dotations aux amortissements (voir la Note 6)	248	210
Moins-value sur cession d'actifs incorporels	—	14
Débit/(crédit) du régime à prestations définies (voir Note 15)	(4)	1
Perte de change	5 243	2 698
Dépenses de rémunération en actions	282	1 225
Provisions (veuillez consulter la Note 21)	8	1
Intérêts sur prêts subordonnés et prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	772	436
Moins-values/(plus-values) sur investissements	8	(104)
Plus-value sur la cession des contrats de location	—	(1)
Liquidités dégagées avant variation des actifs et passifs d'exploitation	11 531	8 032
Variation des actifs d'exploitation		
Diminution/(augmentation) des contrats garantis	21 570	(116 684)
Diminution des créances clients et autres créances	7 168	4 245
Diminution/(augmentation) des actifs de négociation	(130 572)	240 681
Diminution des prêts	176	169
Diminution des autres actifs	697	4 436
Variation des actifs d'exploitation	(100 961)	132 847
Variation des passifs d'exploitation		
Augmentation/(diminution) des financements garantis	(79 804)	91 412
Augmentation/(diminution) des dettes envers la clientèle et autres dettes	(8 900)	19 364
Augmentation/(diminution) des passifs de négociation	149 331	(237 432)
Diminution des emprunts non garantis	(1 940)	(1 868)
Augmentation/(diminution) des autres passifs	(978)	(1 035)
Variation des passifs d'exploitation	57 709	(129 559)
Flux de trésorerie provenant/(utilisés dans le cadre) des activités d'exploitation	\$ (31 721)	\$ 11 320

Dans le tableau ci-dessus, les liquidités dégagées dans le cadre des activités d'exploitation incluent 6,47 milliards de dollars d'intérêts versés pour l'exercice clos en décembre 2022, contre 2,81 milliards de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021, et 7,57 milliards de dollars d'intérêts perçus pour l'exercice clos en décembre 2022, contre 3,05 milliards de dollars d'intérêts perçus pour l'exercice clos en décembre 2021.

Rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs

La société intègre les emprunts éligibles à l'exigence MREL, qui concernent les billets AT1, les prêts subordonnés et les prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL, dans le cadre des activités de financement aux fins de son état des flux de trésorerie. Le principal et les intérêts liés à ces emprunts sont classés dans les activités de financement.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs.

<i>En millions de dollars</i>	Principal	Intérêts	Total
En décembre 2020	30 367 \$	\$ 50	30 417 \$
Augmentation/(diminution) des prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	1 500	—	1 500
Intérêts sur les billets AT1	—	749	749
Intérêts sur prêts subordonnés et prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	—	436	436
Intérêts versés sur les billets AT1	—	(749)	(749)
Intérêts versés sur les prêts subordonnés et prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	—	(451)	(451)
En décembre 2021	31 867 \$	\$ 35	31 902 \$
Augmentation/(diminution) des prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	(1 500)	—	(1 500)
Intérêts sur les billets AT1	—	749	749
Intérêts sur prêts subordonnés et prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	—	772	772
Intérêts versés sur les billets AT1	—	(749)	(749)
Intérêts versés sur les prêts subordonnés et prêts interentreprises éligibles à l'exigence MREL	—	(693)	(693)
En décembre 2022	30 367 \$	\$ 114	30 481 \$

Note 25.

Engagements financiers et éventualités

Engagements et éventualités

Le tableau ci-dessous présente les engagements et éventualités.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Contrats garantis	\$ 119 659	\$ 141 020
Financements garantis	72 086	30 111
Autres	4 821	4 861
Total	\$ 196 566	\$ 175 992

Les engagements au titre des contrats garantis comprennent les contrats de prise en pension et d'emprunt de titres devant entrer en vigueur à l'avenir, et les engagements de financement garantis comprennent les contrats de mise en pension et de prêts garantis devant entrer en vigueur à l'avenir et qui seront réglés à une date ultérieure, généralement dans un délai de trois jours ouvrables. Les engagements au titre des contrats garantis comprennent également les opérations dans le cadre desquelles la société s'engage à fournir des financements éventuels à ses clients et contreparties par le biais de contrats de prise en pension. Le financement par l'entreprise de ces engagements dépend de la satisfaction de toutes les conditions contractuelles du contrat de prise en pension et ces engagements peuvent expirer sans avoir été utilisés.

Les autres engagements concernent principalement les engagements de garantie, les engagements de souscription et les engagements de financement.

En outre, certains droits enregistrés sur les actifs de la société naissent dans le cours normal des affaires.

Procédures judiciaires

La société est partie à plusieurs procédures judiciaires, administratives et d'arbitrage (y compris celles décrites ci-dessous) concernant des affaires survenues dans le cadre de l'exercice de ses activités. Sauf mention contraire (en ce qui concerne la première affaire décrite ci-dessous), il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact financier éventuel excédant les provisions, le cas échéant, de ces procédures sur la société.

Banco Espírito Santo S.A. et Oak Finance. Depuis février 2015, la société a engagé des procédures à l'encontre de Novo Banco S.A. (Novo Banco) devant les tribunaux de commerce anglais et contre la Banque du Portugal (BdP) devant le Tribunal administratif portugais en réponse aux décisions de décembre 2014, septembre 2015 et décembre 2015 de la BdP d'annuler le transfert antérieur à Novo Banco d'un contrat de crédit de 835 millions de dollars (le Crédit) structuré par la société entre Oak Finance Luxembourg S.A. (Oak Finance), un véhicule ad hoc constitué dans le cadre du Crédit, et Banco Espírito Santo S.A. (BES), avant le défaut de BES. En juillet 2018, la Cour suprême anglaise a jugé que les tribunaux anglais n'avaient pas compétence pour connaître de l'action intentée par la société, sauf si et jusqu'à ce que le Tribunal administratif portugais ne donne tort à la BdP dans le cadre de l'action parallèle engagée par la société. En juillet 2018, le Comité de liquidation de BES a rendu une décision visant à récupérer auprès de la société un montant de 54 millions de dollars versés à la société et de 50 millions de dollars prétendument versés à Oak Finance dans le cadre de l'octroi du Crédit, alléguant que la société avait agi de mauvaise foi dans le cadre de l'octroi du Crédit, notamment car la société avait connaissance de la faillite imminente de BES. En octobre 2018, la société a engagé une action en justice devant le tribunal de commerce de Lisbonne pour contester la décision du Comité de liquidation avant d'engager une procédure à l'encontre de l'Etat portugais en vue d'obtenir une indemnisation d'environ 222 millions de dollars en raison de la faillite de la BES ainsi qu'une créance éventuelle de 104 millions de dollars réclamée par le Comité de liquidation.

Litige antitrust relatif aux swaps de taux d'intérêt. La société fait partie des défendeurs cités dans le cadre de l'action collective antitrust relative à la négociation de swaps de taux d'intérêt intentée en novembre 2015 et jointe devant le Tribunal de district du District sud de New York. La société est également citée parmi les défendeurs désignés dans le cadre de deux actions antitrust relatives à la négociation de swaps de taux d'intérêt engagées en avril 2016 et juin 2018, respectivement, devant le Tribunal du District des Etats-Unis pour le District sud de New York par trois opérateurs de facilités d'exécution de swaps et certains de leurs sociétés affiliées. Ces actions ont été jointes dans le cadre d'une procédure préliminaire. Les plaintes font généralement valoir des réclamations, en vertu du droit fédéral antitrust et de la common law étatique, qui reposent sur une entente présumée entre les défendeurs pour empêcher la négociation de swaps de taux d'intérêt sur les marchés boursiers. Les plaintes relatives aux actions individuelles font également valoir des réclamations en vertu de la législation antitrust étatique. Les plaignants réclament un jugement déclaratoire et une injonction ainsi que des dommages-intérêts au triple du dommage subi, sans en préciser le montant. Les défendeurs ont demandé le rejet de l'action collective et de la première action individuelle et le tribunal de district a débouté les demandeurs de leurs demandes en common law dans le cadre de la première action individuelle et a par ailleurs limité à la période de 2013 à 2016 la demande en common law étatique dans le cadre de l'action collective conjointe et les demandes antitrust dans le cadre des deux demandes. Le 20 novembre 2018, le tribunal a partiellement fait droit à la requête des défendeurs visant à rejeter la deuxième action individuelle en écartant les demandes en common law étatique au titre de l'enrichissement illégitime et de l'ingérence délictueuse. En revanche, il a refusé de rejeter les demandes antitrust fédérales et étatiques. Le 13 mars 2019, le tribunal a débouté les demandeurs de leur requête visant à modifier leur plainte dans le cadre de l'action collective conjointe afin d'ajouter des allégations liées à des comportements portant sur la période de 2008 à 2012,

mais a fait droit à leur requête visant à ajouter des allégations limitées portant sur la période de 2013 à 2016, qui font l'objet d'une quatrième plainte modifiée et consolidée introduite par les demandeurs le 22 mars 2019. Les demandeurs à l'action collective conjointe ont demandé la certification de groupe le 7 mars 2019.

Litiges relatifs aux matières premières. La société est citée parmi les défendeurs dans le cadre d'actions collectives conjointes mettant en cause le commerce du platine et du palladium engagées le 25 novembre 2014 et modifiées à plusieurs reprises dont, dernièrement, le 15 mai 2017, devant le Tribunal de district des Etats-Unis pour le District sud de New York. La plainte modifiée fait généralement valoir que les défendeurs ont violé les lois antitrust fédérales et la Loi des Etats-Unis sur le commerce de matières premières (*Commodity Exchange Act*) dans le cadre d'une entente présumée visant à manipuler un indice de référence pour les prix du platine et du palladium physiques et réclame un jugement déclaratoire et une injonction ainsi que des dommages-intérêts au triple du dommage subi, sans en préciser le montant. Le 29 mars 2020, le tribunal a fait droit aux demandes de rejet et de réexamen des défendeurs, ce qui a entraîné le rejet de toutes les plaintes, et le 27 février 2023, la Cour d'appel des Etats-Unis pour le Second Circuit a annulé le rejet par le tribunal de district de certaines demandes en matière d'antitrust de certains demandeurs et a écarté le rejet par le tribunal de district de la demande des demandeurs en vertu de la Loi des Etats-Unis sur le commerce de matières premières.

La société a été citée parmi les défendeurs dans le cadre de plusieurs actions collectives et individuelles engagées le 1^{er} août 2013 et jointes devant le Tribunal de district des Etats-Unis pour le District sud de New York. Les plaintes font généralement valoir que des violations des lois fédérales antitrust ainsi que des lois étatiques en ce qui concerne le stockage et le commerce d'aluminium ont été commises. Les plaintes réclament un jugement déclaratoire, une injonction et d'autres formes de redressement équitables ainsi que des dommages pécuniaires non spécifiés, y compris des dommages-intérêts au triple. En décembre 2016, le tribunal de district a accueilli les demandes de rejet des défendeurs et, le 27 août 2019, le Second Circuit a annulé les décisions de rejet du tribunal de district et renvoyé l'affaire devant ce dernier pour la poursuite de la procédure. Le 23 juillet 2020, le tribunal de district a rejeté la demande des demandeurs visant à la certification de l'action collective et, le 16 décembre 2020, le Second Circuit a rejeté la demande d'autorisation à faire appel du refus. Le 17 février 2021, le tribunal de district a fait droit à la demande de procédure sommaire des défendeurs concernant les demandes de la plupart des demandeurs individuels. Le 14 avril 2021, les demandeurs ont fait appel devant la Cour d'appel des Etats-Unis pour le Second Circuit. Le 31 mai 2022, les deux demandeurs individuels restants ont conclu un règlement avec les défendeurs. La société a réglé la totalité de sa contribution au règlement.

Litige antitrust relatif aux Swaps sur risque de crédit (*Credit Default Swap*). La société fait partie des défendeurs cités dans le cadre de l'action collective antitrust relative au règlement de swaps sur risque de crédit engagée le 30 juin 2021 devant le Tribunal de district des Etats-Unis pour le District du Nouveau-Mexique. La plainte fait généralement valoir des réclamations en vertu de la Loi fédérale antitrust et de la Loi sur le commerce de matière premières dans le cadre d'une entente présumée entre les défendeurs visant à manipuler le prix de référence utilisé pour valoriser les swaps sur risque de crédit en vue du règlement. En outre, la plainte fait valoir une demande en enrichissement sans cause en vertu de la common law étatique. La plainte réclame un jugement déclaratoire et une injonction ainsi que des dommages-intérêts au triple du dommage subi sans en préciser le montant ainsi que d'autres dommages-intérêts. Le 15 novembre 2021, les défendeurs ont déposé une requête en rejet de la plainte. Le 4 février 2022, les demandeurs ont déposé une plainte modifiée et ont volontairement écarté Group Inc. de l'action. Le 5 avril 2022, les défendeurs ont déposé une requête en rejet de la plainte modifiée.

Enquêtes et examens réglementaires et litiges connexes. Group Inc. et certaines de ses sociétés affiliées, y compris la société, font l'objet de plusieurs autres enquêtes, examens et litiges relatifs à diverses questions liées aux activités et opérations du Groupe GS par différents organismes gouvernementaux et réglementaires ainsi que des organes d'autoréglementation et, dans certains cas, ont reçu des assignations et des demandes de communication de documents et d'informations de la part de ces organismes, notamment :

- Le processus d'offre de titres et les pratiques de souscription ;
- Les services de gestion d'investissement et de conseil financier ;
- Les conflits d'intérêts ;
- Les opérations reposant sur des financements publics et d'autres questions ;
- L'offre, la mise aux enchères, les ventes, la négociation et la compensation de titres d'entreprise et d'Etat, les devises, les matières premières et d'autres produits financiers ainsi que les ventes et autres activités connexes, et la supervision et les contrôles du Groupe GS dans le cadre de ces activités, y compris le respect des règles applicables en matière de vente à découvert, de négociation algorithmique, à haute fréquence et quantitative, de négociation à terme, de négociation d'options, d'opérations conclues avant l'émission, de déclaration des opérations, de systèmes et contrôles technologiques, de pratiques de prêt de titres, d'activités de courtage principal (*prime brokerage*), de négociation et de compensation d'instruments dérivés de crédit et de swaps de taux d'intérêt, d'activités relatives aux matières premières et au stockage des métaux, de pratiques de placement privé, d'allocation et de négociation de titres, ainsi que les activités de négociation et de communication dans le cadre de l'établissement de taux de référence, par exemple les taux de change ;
- Le respect de la Loi du Royaume-Uni sur la corruption (*Bribery Act*) et de la Loi des Etats-Unis sur les pratiques de corruption à l'étranger (*Foreign Corrupt Practices Act*) ;
- Les pratiques d'embauche et de rémunération ;
- Le système de gestion et de contrôle des risques ; et

- Le délit d'initié, l'utilisation abusive potentielle et la diffusion d'informations non publiques importantes concernant l'évolution des entreprises et des organismes publics ainsi que l'efficacité des contrôles des délits d'initiés et des barrières à l'information.

En outre, les enquêtes, examens et litiges impliquant les sociétés affiliées et les activités et opérations de ces dernières, y compris les différentes questions mentionnées ci-dessus, mais également d'autres questions, peuvent avoir une incidence sur les activités et les opérations de la société.

Note 26.

Echéance des actifs et des passifs

Le tableau ci-dessous présente l'échéance attendue des actifs et des passifs de la société.

<i>En millions de dollars</i>	Non courant	Courant	Total
En décembre 2022			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 11 707	\$ 11 707
Contrats garantis	1 200	234 596	235 796
Créances clients et autres créances	—	78 967	78 967
Actifs de négociation	—	872 810	872 810
Investissements	269	11	280
Emprunts	220	2	222
Autres actifs	1 251	2 008	3 259
Total des actifs	\$ 2 940	\$ 1 200 101	\$ 1 203 041
Passifs			
Financements garantis	\$ 38 521	\$ 86 214	124 735
Dettes envers la clientèle et autres dettes	—	110 983	110 983
Passifs de négociation	—	844 313	844 313
Emprunts non garantis	56 180	20 025	76 205
Autres passifs	1 097	3 499	4 596
Total des passifs	\$ 95 798	\$ 1 065 034	\$ 1 160 832
En décembre 2021			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 52 422	\$ 52 422
Contrats garantis	1 114	256 252	257 366
Créances clients et autres créances	—	86 135	86 135
Actifs de négociation	—	742 238	742 238
Investissements	334	65	399
Emprunts	143	255	398
Autres actifs	1 876	2 586	4 462
Total des actifs	\$ 3 467	\$ 1 139 953	\$ 1 143 420
Passifs			
Financements garantis	\$ 61 398	\$ 143 141	\$ 204 539
Dettes envers la clientèle et autres dettes	—	119 883	119 883
Passifs de négociation	—	694 982	694 982
Emprunts non garantis	54 196	25 617	79 813
Autres passifs	1 345	3 963	5 308
Total des passifs	\$ 116 939	\$ 987 586	\$ 1 104 525

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs et passifs courants comprennent les montants que la société s'attend à percevoir ou à régler au cours de son cycle d'exploitation normal et incluent les actifs et passifs détenus à des fins de négociation ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- Les actifs non courants sont les montants que la société prévoit de recouvrer à l'issue d'une période de plus de douze mois et comprennent principalement certains contrats garantis, certains investissements, certains prêts, les actifs incorporels, les actifs d'impôt différé, l'excédent de retraite et certains prêts interentreprises.
- Les passifs non courants sont les montants que la société prévoit de régler à l'issue d'une période de plus de douze mois et comprennent principalement des financements garantis et des emprunts non garantis dont l'échéance contractuelle est supérieure à un an, à l'exception des contrats assortis d'événements déclencheurs qui ne relèvent pas du contrôle de la société et qui sont classés comme courants.

Note 27.

Informations relatives aux parties liées

Les parties sont considérées comme liées si une partie a la capacité de contrôler directement ou indirectement l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur l'autre partie dans le cadre de la prise de décisions financières ou opérationnelles. Les parties liées de la société comprennent :

- Les sociétés mères de la société ;
- Les autres sociétés affiliées du Groupe GS ;
- Les principaux dirigeants de la société ;
- Les principaux dirigeants des sociétés mères de la société ; et
- Les autres parties liées, qui comprennent le régime à prestations définies de la société et les entreprises associées du Groupe GS.

Les principaux dirigeants s'entendent des personnes ayant le pouvoir de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la société. Les principaux dirigeants de la société comprennent les administrateurs de la société, les membres du CGE qui sont employés par la société et les membres de la haute direction qui sont désignés comme responsables en vertu du Régime de certification des cadres supérieurs de la PRA et de la FCA.

Principaux éléments de rémunération de la direction

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations versées ou devant être versées par la société aux principaux dirigeants de la société et de ses sociétés mères au titre des services fournis.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Salaires et autres prestations à court terme	\$ 158	\$ 172
Avantages postérieurs à l'emploi	2	1
Rémunération en actions	68	564
Total	\$ 228	\$ 737

Dans le tableau ci-dessus :

- Les salaires et autres prestations à court terme comprennent les honoraires versés aux administrateurs non exécutifs de la société.
- La rémunération en actions comprend un crédit de 11 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 et une charge de 187 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021, ce qui représente les variations de la juste valeur des paiements en actions refacturés par Group Inc. au cours de l'exercice.

Émoluments des administrateurs

Conformément à la Loi du Royaume-Uni sur les sociétés de 2006, les émoluments des administrateurs représentent la proportion du total des émoluments payés ou payables au titre des services éligibles uniquement. Ce total ne comprend que la valeur en espèces et les avantages en nature, et ne comprend pas la valeur des actions attribuées conformément aux dispositions de l'annexe 5 des Actes réglementaires 2008/410. Les administrateurs reçoivent également des émoluments pour des services non éligibles qu'ils ne sont pas tenus de divulguer.

Le tableau ci-dessous présente les émoluments des administrateurs de la société.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Total des émoluments	\$ 7	\$ 8
Cotisations de la société aux régimes de retraite à cotisations définies	—	—
Total	\$ 7	\$ 8

Le tableau ci-dessous présente les émoluments de l'administrateur le mieux rémunéré.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Total des émoluments	\$ 3	\$ 5
Cotisations de la société aux régimes de retraite à cotisations définies	—	—
Retraite annuelle cumulée à la fin de l'exercice	—	—

Lors de l'exercice clos en décembre 2022, deux administrateurs étaient des participants à la fois à un régime à cotisations définies et à un régime à prestations définies et deux administrateurs étaient des participants à un régime à cotisations définies (exercice clos en décembre 2021 : trois administrateurs étaient des participants à un régime à cotisations définies). Pour l'exercice clos en décembre 2022, quatre administrateurs, dont l'administrateur le mieux rémunéré, ont reçu ou doivent recevoir des actions de Group Inc. au titre des plans d'intéressement à long terme (décembre 2021 : trois administrateurs, dont l'administrateur le mieux rémunéré).

Pour l'exercice clos en décembre 2022, les émoluments cumulés des sept administrateurs non exécutifs (exercice clos en décembre 2021 : huit administrateurs non exécutifs) qui étaient membres du Conseil pour tout ou partie de l'exercice clos en décembre 2022 s'élevaient à environ 1,9 million de dollars (pour tout ou partie de l'exercice clos en décembre 2021 : environ 2,0 millions de dollars). Les frais supplémentaires courants relatifs aux services de conseil fournis par certains administrateurs non exécutifs s'élevaient à environ 2,2 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 (exercice clos en décembre 2021 : environ 2,4 millions de dollars).

Opérations avec les parties liées

Les opérations de la société avec des parties liées comprennent principalement les éléments suivants.

Gestion des risques et activité de tenue de marché

La société souscrit régulièrement des instruments dérivés et des prêts et achète des titres auprès de parties liées et vend des titres à des parties liées à des fins de gestion des risques et de tenue de marché. Ces mouvements sont comptabilisés dans les actifs de négociation et les passifs de négociation.

Le tableau ci-dessous présente l'encours brut des achats et ventes habituels de titres et de prêts auprès des/aux autres sociétés affiliées du Groupe GS.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Encours des achats de titres et prêts habituels	\$ 9 607	\$ 8 153
Encours des ventes de titres et prêts habituels	\$ 10 246	\$ 8 018

En outre, la société détient des titres dans d'autres sociétés affiliées du Groupe GS et accorde des prêts à ces dernières, lesquels sont classés en actifs de négociation. La société échange également des espèces et des sûretés dans le cadre d'opérations sur instruments dérivés. Les garanties reçues en espèces sont comptabilisées dans la rubrique Dettes envers la clientèle et autres dettes. Les garanties en espèces versées sont comptabilisées dans la rubrique Créances clients et autres créances. La société a fourni aux parties liées des sûretés à hauteur de 16,32 milliards de dollars en décembre 2022 et à hauteur de 13,48 milliards de dollars en décembre 2021 (la comparaison a été retraitée pour inclure des garanties supplémentaires versées à une société affiliée du Groupe GS en décembre 2021).

En outre, la société exécute des opérations sur instruments dérivés cotés avec d'autres sociétés affiliées du Groupe GS et agit comme intermédiaire dans le cadre de telles opérations, ce qui entraîne des marges de change qui sont constatées dans les Créances clients et autres créances et dans les Dettes envers la clientèle et autres dettes.

En décembre 2022, la société a également reçu 144 millions de dollars de titres de la part d'une filiale en vertu d'un contrat de prêt de titres.

Activité de financement

La société conclut régulièrement des contrats et financements garantis avec des sociétés affiliées du Groupe GS, principalement en vue d'obtenir des titres et de financer des stocks sur une base garantie.

En outre, une part importante des emprunts non garantis de la société provient de sociétés affiliées du Groupe GS, y compris les billets AT1 émis par la société à GSG UK. Veuillez consulter les Notes 20 et 23 pour de plus amples renseignements. La société a également consenti des prêts à certaines sociétés affiliées du Groupe GS. Voir la Note 14 pour plus de renseignements.

Les instruments portant intérêt sont généralement valorisés en fonction de la durée, de la devise, de la taille et du rang de l'instrument et selon si l'instrument est assorti de garanties ou non.

Services de gestion des liquidités

La société bénéficie de services de gestion des liquidités fournis par d'autres sociétés affiliées du Groupe GS et dépose des espèces auprès d'elles dans le cours habituel de ses activités. Ces mouvements sont comptabilisés en trésorerie et équivalents de trésorerie.

Engagements et garanties

Le tableau ci-dessous présente les engagements et éventualités concernant les autres sociétés affiliées du Groupe GS.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Contrats garantis	\$ 69 118	\$ 72 082
Financements garantis	52 324	6 474
Total	\$ 121 442	\$ 78 556

Group Inc. a octroyé à la société une garantie relative aux opérations conclues avec certaines de ses contreparties pour un maximum de 8 milliards de dollars d'exposition en cas de défaut. Au cours de l'exercice clos en décembre 2022, jusqu'à 8 milliards de dollars d'exposition en cas de défaut étaient garantis. En décembre 2022, cette valeur avait été réduite à néant. Au cours de l'exercice clos en décembre 2021, la garantie n'a pas été utilisée.

Prix de transfert et frais de gestion

La société participe à l'affectation du chiffre d'affaires net du Groupe GS à ses sociétés affiliées en fonction de leur implication dans les activités du Groupe GS. En outre, la société supporte/perçoit des frais de gestion pour/de la part des sociétés affiliées du Groupe GS dans le cadre des services de support opérationnel et administratif et de gestion.

Fiscalité

La société bénéficie d'un abattement de groupe de la part d'autres sociétés affiliées du Groupe GS. La société s'est également vu attribuer des pertes à incidence fiscale de 124 millions de dollars de la part d'autres sociétés affiliées du Groupe GS pour l'exercice clos en décembre 2022 et de 121 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021, dont la contrepartie sera intégralement réglée.

Paiements en actions

La société a également conclu un accord de rétrofacturation avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc. (a) la juste valeur de ces attributions à la date d'attribution et (b) les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'attribution et la remise aux employés. Voir les Notes 7 et 8 pour de plus amples renseignements.

Opérations avec les principaux dirigeants

Certains des principaux dirigeants et les membres de leur famille proche disposent de comptes de courtage et/ou discrétionnaires auprès de la société. Ils bénéficient de services fournis dans des conditions commerciales habituelles et dans le cours normal des affaires et, dans chaque cas, dans le respect des lois et règlements applicables.

Les membres de la famille proche de certains des principaux dirigeants sont employés par la société. Le montant des rémunérations versées aux membres de la famille a été déterminé conformément aux pratiques de rémunération habituelles de la société applicables aux collaborateurs de même situation.

Projet de transfert de l'activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni

Comme indiqué dans la section Perspectives futures du Rapport stratégique et sous réserve d'obtenir les approbations nécessaires, la société prévoit, en 2023, de transférer son activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni à Goldman Sachs Asset Management International (GSAMI) pour une contrepartie autre qu'en espèces égale à la juste valeur de cette activité. L'activité britannique de gestion d'actifs de la société compte, en décembre 2022, environ 300 collaborateurs, un chiffre d'affaires net annuel moyen au cours des trois dernières années de 436 millions de dollars ainsi que des actifs et passifs incorporels.

Actifs et passifs avec des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs avec les parties liées.

<i>En millions de dollars</i>	Entités mères	Autres sociétés affiliées du Groupe GS	Autres parties liées	Total
En décembre 2022				
Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		\$ 911		\$ 911
Contrats garantis	—	169 083	—	169 083
Créances clients et autres créances	88	19 767	—	19 855
Actifs de négociation	2 581	589 766	423	592 770
Investissements	—	168	—	168
Emprunts	—	—	—	—
Autres actifs	249	1 675	—	1 924
Total des actifs	\$ 2 918	\$ 781 370	\$ 423	\$ 784 711
Passifs				
Financements garantis	\$ —	\$ 82 108	\$ —	\$ 82 108
Dettes envers la clientèle et autres dettes	1 137	24 904	398	26 439
Passifs de négociation	789	581 281	26	582 096
Emprunts non garantis	30 603	14 445	—	45 048
Autres passifs	2 044	1 360	—	3 404
Total des passifs	\$ 34 573	\$ 704 098	\$ 424	\$ 739 095
En décembre 2021				
Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 7	\$ —	\$ 7
Contrats garantis	—	147 976	—	147 976
Créances clients et autres créances	2 552	17 397	178	20 127
Actifs de négociation	1 085	437 185	619	438 889
Investissements	—	177	—	177
Emprunts	—	218	—	218
Autres actifs	1 006	1 779	—	2 785
Total des actifs	\$ 4 643	\$ 604 739	\$ 797	\$ 610 179
Passifs				
Financements garantis	\$ 17	\$ 131 138	\$ 87	\$ 131 242
Dettes envers la clientèle et autres dettes	1	23 990	—	23 991
Passifs de négociation	3 167	430 778	670	434 615
Emprunts non garantis	31 127	12 544	—	43 671
Autres passifs	2 317	1 458	—	3 775
Total des passifs	\$ 36 629	\$ 599 908	\$ 757	\$ 637 294

Produits et charges relatifs aux opérations avec des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges relatifs aux opérations avec des parties liées autres que les Principaux dirigeants.

<i>En millions de dollars</i>	Entités mères	Autres sociétés affiliées du Groupe GS	Autres parties liées	Total
Exercice clos en décembre 2022				
Chiffre d'affaires net				
Produits d'intérêts	\$ 129	\$ 2 054	\$ 1	\$ 2 184
Charges d'intérêts	(1 045)	(3 040)	(4)	(4 089)
Chiffre d'affaires relatif au prix de transfert	5	948	—	953
Total du chiffre d'affaires net	\$ (911)	\$ (38)	\$ (3)	\$ (952)
Charges d'exploitation nettes				
Charges liées aux opérations	\$ —	\$ 306	\$ —	\$ 306
Frais de gestion des sociétés affiliées du Groupe GS	—	1 090	—	1 090
Frais de gestion aux sociétés affiliées du Groupe GS	(3)	(188)	—	(191)
Autres charges	37	474	—	511
Total des charges d'exploitation nettes	\$ 34	\$ 1 682	\$ —	\$ 1 716
Exercice clos en décembre 2021				
Chiffre d'affaires net				
Produits d'intérêts	\$ 13	\$ 454	\$ —	\$ 467
Charges d'intérêts	(580)	(848)	—	(1 428)
Chiffre d'affaires relatif au prix de transfert	8	1 047	—	1 055
Total du chiffre d'affaires net	\$ (559)	\$ 653	\$ —	\$ 94
Charges d'exploitation nettes				
Charges liées aux opérations	\$ —	\$ 720	—	\$ 720
Frais de gestion des sociétés affiliées du Groupe GS	—	1 118	—	1 118
Frais de gestion aux sociétés affiliées du Groupe GS	(7)	(336)	—	(343)
Autres charges	1	543	—	544
Total des charges d'exploitation nettes	\$ (6)	\$ 2 045	\$ —	\$ 2 039

Dans le tableau ci-dessus, les charges liées aux opérations et les autres charges comprennent principalement les charges en vertu de la norme IFRS 15.

Note 28.

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable des actifs et passifs financiers par catégorie.

<i>En millions de dollars</i>	Actifs financiers		
	Obligatoirement évalués à la juste valeur	Coût amorti	Total
En décembre 2022			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 11 707	\$ 11 707
Contrats garantis	151 739	84 057	235 796
Créances clients et autres créances	—	78 967	78 967
Actifs de négociation	872 810	—	872 810
Investissements	280	—	280
Emprunts	222	—	222
Autres actifs	156	1 937	2 093
Total	\$ 1 025 207	\$ 176 668	\$ 1 201 875
En décembre 2021			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 52 422	\$ 52 422
Contrats garantis	178 279	79 087	257 366
Créances clients et autres créances	—	86 135	86 135
Actifs de négociation	742 238	—	742 238
Investissements	399	—	399
Emprunts	398	—	398
Autres actifs	1 000	1 782	2 782
Total	\$ 922 314	\$ 219 426	\$ 1 141 740

<i>En millions de dollars</i>	Actifs financiers		
	Obligatoirement évalués à la juste valeur	Coût amorti	Total
En décembre 2022			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 11 707	\$ 11 707
Contrats garantis	151 739	84 057	235 796
Créances clients et autres créances	—	78 967	78 967
Actifs de négociation	872 810	—	872 810
Investissements	280	—	280
Emprunts	222	—	222
Autres actifs	156	1 937	2 093
Total	\$ 1 025 207	\$ 176 668	\$ 1 201 875
En décembre 2021			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 52 422	\$ 52 422
Contrats garantis	178 279	79 087	257 366
Créances clients et autres créances	—	86 135	86 135
Actifs de négociation	742 238	—	742 238
Investissements	399	—	399
Emprunts	398	—	398
Autres actifs	1 000	1 782	2 782
Total	\$ 922 314	\$ 219 426	\$ 1 141 740

Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires et éligibles à la compensation. Les montants ne sont compensés au bilan que lorsque la société dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans les tableaux ci-dessous :

- Les montants bruts excluent à la fois les effets de la compensation des contreparties et des garanties, et ne sont donc pas représentatifs de l'exposition économique de la société.
- Les montants non compensés figurant au bilan comprennent la compensation des contreparties (c'est-à-dire la compensation des actifs et passifs financiers pour une contrepartie donnée lorsqu'il existe un droit légal de compensation dans le cadre d'un accord de compensation exécutoire) ainsi que les garanties en espèces et les sûretés reçues et comptabilisées dans le cadre de contrats de soutien au crédit exécutoires qui ne répondent pas aux critères de compensation en vertu des normes IFRS.
- Si la société reçoit ou constitue des garanties dans le cadre d'accords de soutien au crédit sans avoir déterminé si ces accords étaient exécutoires, les garanties correspondantes ne sont pas incluses dans les montants non compensés au bilan.

• Les montants bruts de la société incluent, en décembre 2022, des actifs dérivés de 3,82 milliards de dollars et des passifs dérivés de 5,16 milliards de dollars et, en décembre 2021, des actifs dérivés de 6,69 milliards de dollars et des passifs dérivés de 6,47 milliards de dollars, qui ne sont pas assujettis à un accord de compensation exécutoire ou qui font l'objet d'un accord de compensation que la société n'a pas encore jugé exécutoire.

• En décembre 2022 et décembre 2021, la quasi-totalité des contrats de prise en pension et des titres empruntés dans le cadre d'accords garantis et de contrats de mise en pension et de titres prêtés dans le cadre de financements garantis font l'objet d'accords de compensation exécutoires.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre 2022						
	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montant net inscrit au bilan	Montants non compensés au bilan			
				Compensation des contreparties	Garantie en espèces	Sûretés	Montant net
Actifs financiers							
Contrats garantis	\$ 390 325	\$ (154 529)	\$ 235 796	\$ (49 800)	\$ (450)	\$ (183 869)	\$ 1 677
Créances clients et autres créances	88 181	(24 791)	63 390	(3 886)	(39 025)	(9 969)	10 510
Instruments de trésorerie de négociation	16 976	(7 037)	9 939	(3 910)	(742)	(4 073)	1 214
Instruments dérivés	813 860	(13 479)	800 381	(729 463)	(40 675)	(10 183)	20 060
Actifs de négociation	830 836	(20 516)	810 320	(733 373)	(41 417)	(14 256)	21 274
Emprunts	118	—	118	—	—	(101)	17
Autres actifs	2 407	(1 975)	432	(88)	—	—	344
Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 311 867	(201 811)	1 110 056	(787 147)	(80 892)	(208 195)	33 822
Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoire	91 819	—	91 819	—	—	—	91 819
Total des actifs financiers	\$ 1 403 686	\$ (201 811)	\$ 1 201 875	\$ (787 147)	\$ (80 892)	\$ (208 195)	\$ 125 641
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 268 450	\$ (154 563)	\$ 113 887	\$ (49 945)	\$ (1 933)	\$ (60 119)	\$ 1 890
Dettes envers la clientèle et autres dettes	119 725	(24 452)	95 273	(3 886)	(41 867)	(20 565)	28 955
Instruments de trésorerie de négociation	—	—	—	—	—	—	—
Instruments dérivés	801 435	(13 816)	787 619	(730 866)	(36 926)	(2 208)	17 619
Passifs de négociation	801 435	(13 816)	787 619	(730 866)	(36 926)	(2 208)	17 619
Emprunts non garantis	13 791	(8 822)	4 969	(2 362)	(166)	—	2 441
Autres passifs	754	(158)	596	(88)	—	—	508
Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 204 155	(201 811)	1 002 344	(787 147)	(80 892)	(82 892)	51 413
Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoire	158 090	—	158 090	—	—	—	158 090
Total des passifs financiers	\$ 1 362 245	\$ (201 811)	\$ 1 160 434	\$ (787 147)	\$ (80 892)	\$ (82 892)	\$ 209 503

<i>En millions de dollars</i>	En décembre 2021						
	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montant net inscrit au bilan	Montants non compensés au bilan			
				Compensation de la contrepartie	Garantie en espèces	Sûretés	Montant net
Actifs financiers							
Contrats garantis	\$ 390 986	\$ (133 620)	\$ 257 366	\$ (53 650)	\$ —	\$ (201 071)	\$ 2 645
Créances clients et autres créances	94 847	(26 602)	68 245	(9 995)	(38 166)	(11 148)	8 936
Instruments de trésorerie de négociation	27 688	(15 682)	12 006	(1 572)	(133)	(8 708)	1 593
Instruments dérivés	645 333	(9 687)	635 646	(561 608)	(40 235)	(12 245)	21 558
Actifs de négociation	673 021	(25 369)	647 652	(563 180)	(40 368)	(20 953)	23 151
Emprunts	274	—	274	(107)	—	—	167
Autres actifs	3 897	(3 203)	694	—	—	—	694
Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 163 025	(188 794)	974 231	(626 932)	(78 534)	(233 172)	35 593
Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoire	167 509	—	167 509	—	—	—	167 509
Total des actifs financiers	\$ 1 330 534	\$ (188 794)	\$ 1 141 740	\$ (626 932)	\$ (78 534)	\$ (233 172)	\$ 203 102
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 336 020	\$ (141 796)	\$ 194 224	\$ (54 097)	\$ (2 241)	\$ (131 498)	\$ 6 388
Dettes envers la clientèle et autres dettes	121 390	(26 807)	94 583	(9 995)	(40 368)	(18 681)	25 539
Instruments de trésorerie de négociation	683	(683)	—	—	—	—	—
Instruments dérivés	631 692	(9 482)	622 210	(561 720)	(35 738)	(4 382)	20 370
Passifs de négociation	632 375	(10 165)	622 210	(561 720)	(35 738)	(4 382)	20 370
Emprunts non garantis	13 182	(8 592)	4 590	(1 120)	(187)	—	3 283
Autres passifs	2 703	(1 434)	1 269	—	—	—	1 269
Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 105 670	(188 794)	916 876	(626 932)	(78 534)	(154 561)	56 849
Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoire	187 162	—	187 162	—	—	—	187 162
Total des passifs financiers	\$ 1 292 832	\$ (188 794)	\$ 1 104 038	\$ (626 932)	\$ (78 534)	\$ (154 561)	\$ 244 011

Garanties reçues et constituées

La société reçoit des espèces et des titres (par ex., obligations gouvernementales et publiques, titres de créance d'entreprise, titres de participation) en garantie, principalement dans le cadre de contrats de prise en pension, d'emprunts de titres, d'opérations sur instruments dérivés et de prêts sur marge de la clientèle. La société obtient des espèces et des titres à titre de garantie sur une base préalable ou conditionnelle pour les instruments dérivés et les contrats garantis afin de réduire son exposition de crédit à des contreparties individuelles.

Dans de nombreux cas, la société est autorisée à remettre ou à redonner en garantie des instruments financiers reçus en garantie lors de la conclusion de contrats de mise en pension et de prêts de titres, principalement dans le cadre de l'activité de financement garanti de clients. La société est également autorisée à remettre ou à redonner en garantie ces instruments financiers dans le cadre d'autres financements garantis, d'opérations sur instruments dérivés garantis et afin de satisfaire les exigences de règlement de la société ou des clients.

La société constitue également certains actifs de négociation en garantie dans le cadre de contrats de mise en pension, de contrats de prêt de titres et d'autres financements garantis en faveur de contreparties qui peuvent ou non avoir le droit de les remettre ou de les redonner en garantie.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers reçus en garantie qui étaient disponibles pour être remis ou redonnés en garantie, et qui ont été remis ou redonnés en garantie.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Garanties disponibles pour être remis ou redonnés en garantie	\$ 710 395	\$ 754 957
Garantie remise ou redonnée en garantie	\$ 632 160	\$ 719 879

Le tableau ci-dessous présente des informations relatives aux actifs constitués en garantie.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Constitués en garantie en faveur de contreparties autorisées à les remettre ou à les redonner en garantie		
Actifs de négociation	\$ 20 708	\$ 34 271
Investissements	\$ 3	\$ 13
Constitués en garantie en faveur de contreparties non autorisées à les remettre ou à les redonner en garantie		
Actifs de négociation	\$ 23 895	\$ 39 336
Investissements	\$ 29	\$ 100

La société a reçu des garanties en espèces de 66,17 milliards de dollars en décembre 2022 et de 74,30 milliards de dollars en décembre 2021, et a constitué des garanties en espèces de 52,74 milliards de dollars en décembre 2022 et de 58,83 milliards de dollars en décembre 2021 (les données comparatives ont été retraitées pour mettre à jour les garanties en espèces versées et reçues en décembre 2021). Les montants perçus et comptabilisés concernent principalement les actifs de négociation et les passifs de négociation.

Note 29.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier est le montant qui serait perçu en cas de vente d'un actif ou payé en cas de transfert d'un passif dans le cadre d'une opération en bonne et due forme entre acteurs du marché à la date d'évaluation. Les actifs financiers sont évalués au prix acheteur et les passifs financiers sont évalués au prix vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société mesure certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuilles (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les IFRS comportent une hiérarchie à trois niveaux pour la publication des évaluations de la juste valeur. Cette hiérarchie classe les paramètres des techniques de valorisation utilisés pour l'évaluation de la juste valeur en accordant la priorité absolue aux paramètres de niveau 1 et la priorité la plus faible aux paramètres de niveau 3. Le niveau d'un instrument financier dans cette hiérarchie est basé sur le niveau de paramètre le plus faible à être significatif pour son évaluation de la juste valeur.

La hiérarchie de la juste valeur est la suivante :

Niveau 1. Les paramètres sont des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs auxquels la société avait accès à la date d'évaluation pour des actifs ou passifs identiques non soumis à des restrictions.

Niveau 2. Les paramètres des techniques de valorisation sont observables, directement ou indirectement.

Niveau 3. Un ou plusieurs paramètres des techniques de valorisation sont significatifs et non observables.

Les justes valeurs pour la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur sur une base récurrente sont fondées sur des prix et paramètres observables et classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie de la juste valeur. Certains actifs et passifs financiers de niveaux 2 et 3 peuvent nécessiter les ajustements de valorisation qu'un acteur du marché pourrait exiger pour atteindre la juste valeur en tenant compte de facteurs tels que la qualité de crédit de la contrepartie, la qualité de crédit de la société et du Groupe GS, le risque de financement, les restrictions de transfert, la liquidité et les écarts cours acheteur/vendeur. Les ajustements de valorisation sont généralement fondés sur des données de marché.

Techniques de valorisation et paramètres importants

Instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts. Les techniques de valorisation et les paramètres significatifs pour chaque niveau de la hiérarchie de la juste valeur comprennent les éléments suivants :

Niveau 1

Les instruments de niveau 1 sont valorisés sur la base de cotations d'instruments identiques non soumis à restrictions sur des marchés actifs. La société définit les marchés actifs pour les instruments d'actions en fonction du volume moyen de négociation journalier, tant en termes absolus que par rapport à la capitalisation boursière de l'instrument. La société définit les marchés actifs pour les instruments de dette en fonction de la fois du volume moyen de négociation journalier et du nombre de jours de l'activité de négociation.

Niveau 2

Les instruments de niveau 2 peuvent être vérifiés en fonction des prix cotés, de l'activité récente de négociation pour des instruments identiques ou similaires, des cotations des courtiers ou des négociants ou d'autres sources de prix avec des niveaux raisonnables de transparence des prix.

Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix découlant de sources de prix alternatives.

Des ajustements de valorisation sont généralement apportés aux instruments de niveau 2 (i) si l'instrument fait l'objet de restrictions de transfert et/ou (ii) pour les autres primes et décotes de liquidité dont un acteur du marché aurait besoin pour atteindre la juste valeur. Les ajustements de valorisation sont généralement fondés sur des données de marché.

Niveau 3

Les instruments de niveau 3 reposent sur un ou plusieurs paramètres de valorisation significatifs qui ne sont pas observables. En l'absence de preuve contraire, les instruments de niveau 3 sont initialement valorisés au prix de transaction, ce qui est considéré comme la meilleure estimation initiale de la juste valeur. Par la suite, la société applique d'autres méthodes pour déterminer la juste valeur, qui varie en fonction du type d'instrument. Les données et hypothèses de valorisation sont modifiées lorsqu'elles sont corroborées par des preuves de fond observables, y compris les valeurs réalisées sur les ventes d'actifs financiers.

Les techniques de valorisation des instruments de niveau 3 varient d'un instrument à l'autre, mais sont généralement basées sur des techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les techniques de valorisation et la nature des paramètres significatifs utilisés pour déterminer les justes valeurs de chaque type d'instrument de trésorerie de négociation, d'investissement et de prêt de niveau 3 sont décrites ci-dessous :

• **Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs.** Les paramètres significatifs sont généralement déterminés sur la base d'analyses de valeur relative et comprennent :

- Les rendements du marché induits par des opérations sur actifs similaires ou assimilés ;
- Les prix de transaction, tant pour la garantie sous-jacente que pour les instruments ayant une garantie sous-jacente identique ou similaire ;
- La performance actuelle de la garantie de l'emprunteur ou du prêt et les hypothèses de recouvrement en cas de défaut ; et
- Le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus (duration) qui, dans certains cas, peut tenir compte de l'impact d'autres paramètres non observables (p. ex. rythmes de remboursement anticipé).

• **Instruments de dette d'entreprise, obligations gouvernementales et publiques et prêts.** Les paramètres significatifs sont généralement déterminés sur la base d'analyses de valeur relative qui intègrent à la fois des comparaisons avec les prix des swaps sur risque de crédit qui font référence au même instrument ou à la même entité sous-jacent(e) ou à un instrument ou une entité sous-jacent(e) similaire et des comparaisons avec d'autres instruments d'un même émetteur ou d'un émetteur similaire pour lequel des prix observables ou des cotations de courtiers sont disponibles. Les paramètres significatifs incluent les éléments suivants :

- Les rendements du marché induits par des opérations sur actifs similaires ou assimilés ;
- Les niveaux actuels et l'évolution des indices de marché, par exemple iTraxx et CDX (indices qui répliquent la performance du crédit d'entreprise) ;
- La performance actuelle de la garantie de l'emprunteur ou du prêt et les hypothèses de recouvrement en cas de défaut ;
- Le profil d'échéance et de coupon de l'instrument ; et
- Les multiples de marché et de transaction pour les instruments de dette d'entreprise avec options de conversion ou de participation.

• **Titres de participation.** Les titres de participation sont constitués de titres de capital-investissement. Les transactions récentes ou en cours d'exécution réalisées avec des tiers (p. ex., propositions de fusion, offres d'achat, restructurations de dette) sont considérées comme les meilleures preuves de toute évolution de la juste valeur. Lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, les méthodologies de valorisation suivantes sont utilisées, selon les cas :

- Multiples sectoriels et comparables publics ;
- Opérations sur instruments similaires ; et
- Techniques de flux de trésorerie actualisés.

Instruments dérivés. Les instruments dérivés peuvent être négociés sur une bourse (cotés en bourse) ou dans le cadre de contrats négociés de gré à gré, généralement dénommés « instruments dérivés de gré à gré ». Certains instruments dérivés de gré à gré de la société sont compensés et réglés par l'intermédiaire de contreparties centrales de compensation (compensés de gré à gré), tandis que d'autres constituent des contrats bilatéraux entre deux contreparties (de gré à gré bilatéraux).

La valorisation des instruments dérivés de niveau 2 et de niveau 3 de la société repose sur des modèles de valorisation des instruments dérivés (par ex. modèles de flux de trésorerie actualisés, modèles de corrélation et modèles intégrant des méthodologies de tarification des options, comme les simulations Monte Carlo). La transparence des prix des instruments dérivés peut généralement être classée par type de produit, comme décrit ci-dessous.

• **Taux d'intérêt.** En général, les principaux intrants utilisés pour évaluer les instruments dérivés de taux d'intérêt sont transparents, même pour les contrats soumis aux échéances les plus longues. Les swaps de taux d'intérêt et les options libellées dans les devises des principaux pays industrialisés se caractérisent par des volumes de transaction élevés et des spreads acheteur/vendeur serrés. Les instruments dérivés de taux d'intérêt sur indices de référence, par exemple les indices d'inflation ou de forme de la courbe des taux (par ex : taux de swap à 10 ans contre taux de swap à 2 ans) sont plus complexes, mais leurs principaux paramètres sont généralement observables.

• **Crédit.** La transparence des prix pour les swaps de risque de crédit, y compris les titres individuels et les paniers de crédits, varie selon le marché et l'entité de référence ou l'obligation sous-jacente. Les swaps de risque de crédit qui affichent la plus grande transparence en matière de prix sont généralement ceux qui reposent sur des indices, des titres de grandes entreprises et des grands émetteurs souverains. Pour les swaps sur risque de crédit reposant sur d'autres sous-jacents, la transparence des prix varie en fonction de la notation de crédit, du coût d'emprunt des obligations de référence sous-jacentes et de la disponibilité des obligations de référence sous-jacentes aux fins de remise en cas de défaut de l'émetteur. Les swaps de risque de crédit reposant sur des prêts, des titres adossés à des actifs et des titres de créance des marchés émergents ont tendance à présenter une transparence des prix moins élevée que ceux qui font référence aux obligations d'entreprise. En outre, les instruments dérivés de crédit plus complexes, tels que ceux qui sont sensibles à la corrélation entre deux obligations de référence sous-jacentes ou plus ou à des spreads de financement garanti, affichent généralement moins de transparence sur les prix.

• **Devise.** Les prix des instruments dérivés de change basés sur les taux de change des principaux pays industrialisés, y compris ceux dont les échéances sont plus longues, sont généralement transparents. La principale différence entre la transparence des prix des dérivés en devises des marchés développés et celle des prix des instruments dérivés des marchés émergents est que les prix des marchés émergents ne sont généralement observables que pour les contrats à moindre échéance.

• **Capitaux propres.** La transparence des prix des instruments dérivés sur actions varie selon les marchés et les sous-jacents. Les options sur indices et les actions ordinaires des sociétés incluses dans les principaux indices boursiers affichent la plus grande transparence des prix. Les instruments dérivés sur actions ont généralement des prix de marché observables, à l'exception des contrats à long terme ou des prix de référence qui s'écartent sensiblement des prix actuels du marché. Les instruments dérivés sur actions plus complexes, tels que ceux qui sont sensibles à la corrélation entre deux titres individuels ou plus, affichent généralement moins de transparence sur les prix.

La liquidité est essentielle au caractère observable de tous les types de produits. En cas de baisse des volumes des opérations, les prix auparavant transparents et d'autres paramètres pourraient devenir impossibles à observer. À l'inverse, les volumes de transaction de produits hautement structurés peuvent parfois être suffisants pour permettre l'observabilité des prix et d'autres paramètres.

Niveau 1

Les instruments dérivés de niveau 1 comprennent les contrats à court terme pour la future remise de titres lorsque les titres sous-jacents sont des instruments de niveau 1, et les instruments dérivés négociés en bourse s'ils sont activement négociés et évalués à leur prix de marché coté.

Niveau 2

Les instruments dérivés de niveau 2 incluent les instruments dérivés de gré à gré pour lesquels tous les paramètres de valorisation significatifs sont corroborés par des données de marché et les instruments dérivés négociés en bourse qui ne sont pas activement négociés et/ou qui sont valorisés à l'aide de modèles ajustés en fonction des niveaux de compensation de marché des instruments dérivés de gré à gré. Lors de l'évaluation du caractère significatif d'un paramètre de valorisation, la société prend en compte, entre autres facteurs, l'exposition nette d'un portefeuille à ce paramètre.

La sélection d'un modèle particulier pour valoriser un instrument dérivé dépend des conditions contractuelles et des risques spécifiques inhérents à l'instrument ainsi que de la disponibilité d'informations sur les prix sur le marché. Pour les instruments dérivés qui se négocient sur des marchés liquides, la sélection des modèles n'exige pas de la direction qu'elle exerce un jugement significatif car les résultats des modèles peuvent être calibrés en fonction des niveaux de compensation du marché.

Les modèles de valorisation s'appuient sur une gamme de paramètres, par exemple les conditions contractuelles, les prix de marché, les courbes de taux, les taux d'actualisation (y compris ceux dérivés des taux d'intérêt sur les garanties reçues et constituées comme spécifié dans les contrats de soutien au crédit pour les instruments dérivés garantis), les courbes de crédit, les mesures de la volatilité et les corrélations de ces paramètres. Les paramètres significatifs pour les valorisations des instruments dérivés de niveau 2 peuvent être vérifiés en fonction des opérations de marché ou des cotations des négociants ou des courtiers ou d'autres sources de prix alternatives ayant des niveaux raisonnables de transparence des prix. Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix découlant de sources de prix alternatives.

Niveau 3

Les instruments dérivés de niveau 3 sont valorisés à l'aide de modèles qui s'appuient sur des paramètres de niveau 1 et/ou de niveau 2 observables, ainsi que des paramètres de niveau 3 non observables. Les paramètres non observables comprennent certaines corrélations, les spreads de crédit illiquides et les spreads de financement garanti, les taux de recouvrement et certaines volatilités des actions et des taux d'intérêt.

Suite à la valorisation initiale d'un instrument dérivé de niveau 3, la société met à jour les paramètres de niveau 1 et de niveau 2 afin de refléter les évolutions observables du marché. Les plus-values et moins-values qui en résultent sont classés en niveau 3. Les paramètres de niveau 3 sont modifiés lorsqu'ils sont corroborés par des preuves telles que des opérations de marché similaires, des données fournies par des prestataires de tarification tiers et/ou des cotations de courtiers ou de négociants ou d'autres données empiriques de marché. Si la société ne peut pas vérifier la valeur du modèle par référence à des opérations de marché, il est possible qu'un modèle de valorisation différent produise une estimation sensiblement différente de la juste valeur. Pour de plus amples renseignements sur les paramètres non observables significatifs utilisés dans le cadre de la valorisation des instruments dérivés de niveau 3, veuillez consulter les paragraphes ci-dessous.

S'il existe une différence entre le prix de transaction initial et la juste valeur calculée par les modèles internes, une plus-value ou moins-value n'est comptabilisée après la comptabilisation initiale que dans la mesure où elle découle de la modification d'un facteur (y compris le temps) que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix.

Ajustements de valorisation

Les ajustements de valorisation font partie intégrante de la détermination de la juste valeur des portefeuilles d'instruments dérivés et servent à ajuster les valorisations au cours moyen du marché produites par les modèles de tarification des instruments dérivés à la valorisation au prix de sortie. Ces ajustements intègrent les spreads acheteur/vendeur, le coût de la liquidité, l'AVC et les ajustements de valorisation du financement qui tiennent compte du risque de crédit et de financement inhérent à la partie non garantie des portefeuilles d'instruments dérivés. La société procède également à des ajustements de la valorisation des financements des instruments dérivés garantis lorsque les conditions du contrat ne permettent pas à la société de livrer ou de redonner des garanties reçues en garantie. Les paramètres de marché sont généralement utilisés pour calibrer les ajustements de valorisation en fonction des niveaux de compensation du marché.

En outre, pour les instruments dérivés qui comprennent des paramètres non observables significatifs, la société procède à des ajustements de modèle ou de prix de sortie pour tenir compte des incertitudes de valorisation présentes dans les opérations.

Autres actifs et passifs financiers. Les techniques de valorisation et les paramètres significatifs des autres actifs et passifs financiers comprennent :

- **Contrats de prise en pension et de mise en pension et titres empruntés et prêtés.** Les paramètres significatifs de valorisation des contrats prise en pension et de mise en pension et des titres empruntés et prêtés sont les spreads de financement ainsi que le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et des taux d'intérêt attendus.
- **Autres actifs.** Les autres actifs évalués à la juste valeur sont constitués d'un prêt interentreprises non garanti et d'une participation dans une filiale. Les paramètres significatifs pour la valorisation de ce prêt interentreprises non garanti évalué à la juste valeur sont le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt et les spreads de crédit du Groupe GS. Les paramètres significatifs pour la valorisation de cet investissement dans la filiale évalué à la juste valeur sont les cours des actions et les taux de change.
- **Autres financements garantis.** Les paramètres significatifs pour la valorisation des titres de créance garantis émis, des autres emprunts et des prêts interentreprises évalués à la juste valeur sont le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt, les spreads de financement, la juste valeur de la garantie fournie par la société (qui est déterminée en fonction du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, des prix du marché, des rendements du marché et des hypothèses de recouvrement), la fréquence des appels de garantie supplémentaires et les prix des matières premières pour les opérations sur les matières premières payées d'avance.
- **Emprunts non garantis.** Les paramètres significatifs pour la valorisation des emprunts non garantis évalués à la juste valeur sont le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt et les spreads de crédit du Groupe GS ainsi que le prix des matières premières pour les opérations sur matières premières payées d'avance. Les paramètres utilisés pour valoriser la composante « instrument dérivé incorporé » dans les instruments financiers hybrides sont cohérents avec ceux utilisés pour valoriser les autres instruments dérivés de la société.

Juste valeur des actifs et passifs financiers par niveau Le tableau ci-dessous présente, par niveau de hiérarchie de juste valeur, les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur de manière récurrente.

<i>En millions de dollars</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
En décembre 2022				
Actifs financiers				
Contrats garantis	\$ —	\$ 151 621	\$ 118	\$ 151 739
Instruments de trésorerie de négociation	44 917	26 956	556	72 429
Instruments dérivés	166	796 286	3 929	800 381
Actifs de négociation	45 083	823 242	4 485	872 810
Investissements	4	205	71	280
Emprunts	—	168	54	222
Autres actifs	—	156	—	156
Total	\$ 45 087	\$ 975 392	\$ 4 728	\$ 1 025 207
Passifs financiers				
Financements garantis	\$ —	\$ 77 144	\$ 395	\$ 77 539
Instruments de trésorerie de négociation	49 689	6 997	8	56 694
Instruments dérivés	55	785 240	2 324	787 619
Passifs de négociation	49 744	792 237	2 332	844 313
Emprunts non garantis	—	35 099	5 148	40 247
Total	\$ 49 744	\$ 904 480	\$ 7 875	\$ 962 099
Instruments dérivés nets	111	\$ 11 046	\$ 1 605	\$ 12 762
En décembre 2021				
Actifs financiers				
Contrats garantis	\$ —	\$ 178 158	\$ 121	\$ 178 279
Instruments de trésorerie de négociation	74 139	31 736	717	106 592
Instruments dérivés	28	630 856	4 762	635 646
Actifs de négociation	74 167	662 592	5 479	742 238
Investissements	6	288	105	399
Emprunts	—	343	55	398
Autres actifs	—	1 000	—	1 000
Total	\$ 74 173	\$ 842 381	\$ 5 760	\$ 922 314
Passifs financiers				
Financements garantis	\$ —	\$ 145 857	\$ 380	\$ 146 237
Instruments de trésorerie de négociation	63 956	8 777	39	72 772
Instruments dérivés	54	618 473	3 683	622 210
Passifs de négociation	64 010	627 250	3 722	694 982
Emprunts non garantis	—	25 053	14 137	39 190
Total	\$ 64 010	\$ 798 160	\$ 18 239	\$ 880 409
Instruments dérivés nets	\$ (26)	\$ 12 383	\$ 1 079	\$ 13 436

Paramètres non observables significatifs utilisés dans les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts. Le tableau ci-dessous présente les instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts ainsi que les fourchettes et les moyennes pondérées des paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts de niveau 3.

	En décembre 2022		En décembre 2021	
	Montant ou fourchette	Moyenne pondérée	Montant ou Fourchette	Pondérée Moyenne
<i>En millions de dollars, à l'exception des paramètres</i>				
Instruments de trésorerie de négociation				
Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs				
Actifs de niveau 3	\$ 49		\$ 157	
Rendement	5,6 % à 21,3 %	12,5 %	1,7 % à 18,0 %	4,7 %
Taux de recouvrement	47,0 % à 76,1 %	56,6 %	47,2 % à 72,5 %	58,4 %
Duration (en années)	1,3 à 8	2,4	0,4 à 17,2	4,2
Titres de créance d'entreprise et obligations gouvernementales et d'agences				
Actifs de niveau 3	\$ 444		\$ 464	
Rendement	2,8 % à 48,0 %	9,2 %	1,1 % à 15,1 %	5,6 %
Taux de recouvrement	3,0 % à 87,0 %	36,7 %	9,0 % à 60,0 %	36,1 %
Duration (en années)	0,3 à 12,3	4,6	1,8 à 28,5	5,7
Titres de participation				
Actifs de niveau 3		\$ 63		\$ 96
Duration (en années)	5,8 à 5,8	5,8	6,5 à 6,5	6,5
Total	\$ 556		\$ 717	
Investissements				
Instruments de dette d'entreprise				
Actifs de niveau 3	\$ 15		\$ 49	
Taux de recouvrement	10,0 % à 57,2 %	33,5 %	9,1 % à 76,0 %	66,6 %
Titres de participation				
Actifs de niveau 3		\$ 56		\$ 56
Multiples	1,5x à 6,0x	5.3x	7,6x 7,6x	7.6x
Total	\$ 71		\$ 105	
Emprunts				
Entreprises				
Actifs de niveau 3	\$ 54		\$ 55	
Rendement	4,8 % à 4,8 %	4,8 %	4,1 % à 4,1 %	4,1 %
Taux de recouvrement	15,0 % à 15,0 %	15,0 %	15,0 % à 15,0 %	15,0 %

Dans le tableau ci-dessus :

- Les fourchettes représentent les paramètres non observables significatifs qui ont été utilisés pour valoriser chaque type d'instrument de trésorerie et les moyennes pondérées sont calculées en pondérant chaque paramètre par la juste valeur relative de l'instrument.
- Les fourchettes et les moyennes pondérées de ces paramètres ne sont pas représentatives des paramètres à utiliser pour calculer la juste valeur d'un instrument de négociation. Par exemple, le rendement le plus élevé pour les prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs est adéquat pour valoriser une hypothèque spécifique, mais ne l'est pas nécessairement pour valoriser d'autres hypothèques. Par conséquent, les fourchettes de paramètres ne tiennent pas compte de l'incertitude ou des fourchettes possibles d'évaluations à la juste valeur des instruments de trésorerie de négociation de niveau 3.
- L'augmentation du rendement ou de la durée utilisée pour la valorisation des instruments de niveau 3 aurait entraîné une évaluation à la juste valeur inférieure, tandis que les augmentations du taux de recouvrement ou des multiples auraient entraîné une évaluation à la juste valeur plus élevée en décembre 2022 et en décembre 2021. En raison du caractère distinctif de chaque instrument de niveau 3, l'interaction entre les paramètres n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.
- Les hypothèques et autres prêts et titres adossés à des actifs, les titres de créance des entreprises et les obligations et prêts des gouvernements et des organismes publics sont évalués selon la méthode des flux de trésorerie actualisés, et les titres de participation sont évalués à l'aide de comparables de marché et de flux de trésorerie actualisés.

• Différentes techniques de valorisation permettent de déterminer la juste valeur d'un instrument. Par exemple, des comparables de marché et des flux de trésorerie actualisés peuvent être utilisés conjointement pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le bilan de niveau 3 englobe ces deux techniques.

Instruments dérivés. Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés nets de niveau 3 et les fourchettes, moyennes et médianes des paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les instruments dérivés de niveau 3.

<i>En millions de dollars, à l'exception des paramètres</i>	En décembre 2022		En décembre 2021	
	Montant ou fourchette	Moyenne / Médiane	Montant ou Fourchette	Moyenne / Médiane
Taux d'intérêt, net	\$ 112		\$ 354	
Corrélation	(10) % à 26 %	13 %/25 %	25 % à 26 %	25 % / 26 %
Volatilité (pb)	45 à 60	56/57	40 à 100	56/54
Crédit, net	\$ 1 657		\$ 2 317	
Spreads de crédit (pb)	5 à 686	167/125	5 à 337	142/118
Points de crédit initiaux	(1) à 90	19/5	S/O	S/O
Taux de recouvrement	20 % à 50 %	41 %/40 %	20 % à 50 %	37 %/40 %
Devises, nettes	\$ (76)		\$ 37	
Corrélation	20 % à 23 %	21 %/21 %	20 % à 23 %	21 %/21 %
Actions, nettes	\$ (90)		\$ (1 629)	
Corrélation	(75) % à 100 %	60 %/67 %	(37) % à 98 %	51 %/51 %
Volatilité	2 % à 74 %	16 %/18 %	3 % à 88 %	18 %/18 %
Matières premières, nettes	\$ 2		\$ —	
Total	\$ 1 605		\$ 1 079	

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs dérivés nets sont présentés comme des montants positifs et les passifs dérivés nets sont présentés comme des montants négatifs.
- Les fourchettes représentent les paramètres non observables significatifs qui ont été utilisés pour valoriser chaque type d'instrument dérivé. Les moyennes représentent la moyenne arithmétique des paramètres et ne sont pas pondérées en fonction de la juste valeur relative ou du notionnel des instruments financiers respectifs. Une moyenne supérieure à la médiane indique que la majorité des paramètres sont inférieurs à la moyenne.
- Les fourchettes, moyennes et médianes de ces paramètres ne sont pas représentatives des paramètres à utiliser pour calculer la juste valeur de tout instrument dérivé. Par exemple, la corrélation la plus élevée pour les instruments dérivés sur actions est adéquate pour valoriser un instrument dérivé sur actions spécifique, mais n'est pas nécessairement adéquate pour valoriser tout autre instrument dérivé sur actions. Par conséquent, les fourchettes de paramètres ne tiennent pas compte des incertitudes ou des fourchettes possibles d'évaluations à la juste valeur des instruments dérivés de niveau 3.
- Les instruments dérivés de taux d'intérêt, de change et d'actions sont valorisés à l'aide de modèles d'évaluation des options, et les instruments dérivés de crédit sont valorisés à l'aide de modèles de tarification des options, de corrélation et d'actualisation des flux de trésorerie.
- Différentes techniques de valorisation permettent de déterminer la juste valeur d'un instrument. Par exemple, les modèles d'évaluation des options et les modèles d'actualisation des flux de trésorerie sont généralement utilisés conjointement pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le bilan de niveau 3 englobe ces deux techniques.
- La corrélation entre les devises et les actions inclut la corrélation entre les types de produits.
- En décembre 2021, les points de crédit initiaux n'étaient pas significatifs pour la valorisation des instruments dérivés de crédit de niveau 3.

Gamme de paramètres non observables significatifs

Les explications ci-après fournissent des informations sur les fourchettes de paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les instruments dérivés de niveau 3 :

- **Corrélation.** Les fourchettes de corrélation couvrent une gamme de sous-jacents, à la fois au sein d'un type de produit (par exemple, des indices actions et des actions individuelles) et pour tous les types de produits (par exemple, corrélation d'un taux d'intérêt et d'une devise), ainsi que d'une région à l'autre.
- **Volatilité.** Les fourchettes de volatilité couvrent de nombreux sous-jacents sur un large éventail de marchés, d'échéances et de prix d'exercice. Par exemple, la volatilité des indices actions est généralement inférieure à celle des actions individuelles.

• **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** Les fourchettes de spreads de crédit, de points de crédit initiaux et de taux de recouvrement couvrent divers(es) sous-jacents (indices et titres individuels), régions, secteurs, échéances et qualités de crédit (haut rendement et « investment grade ») et incluent également les spreads de financement garanti. L'abondance de ce type de données se reflète dans la largeur des gammes de paramètres non observables significatifs.

Sensibilité de la mesure de la juste valeur aux variations des paramètres non observables significatifs

Les points suivants donnent une description de la sensibilité directionnelle des évaluations de la juste valeur de niveau 3 de la société aux variations de paramètres non observables significatifs, pris isolément, à la fin de chaque exercice :

• **Corrélation.** D'une manière générale, pour les contrats dans le cadre desquels le titulaire peut tirer parti de la convergence des prix de l'actif ou de l'indice sous-jacent (par exemple, les taux d'intérêt, les spreads de crédit, les taux de change, les taux d'inflation et les cours des actions), une augmentation de la corrélation entraîne une évaluation de la juste valeur plus élevée.

• **Volatilité.** En général, pour les options achetées, une augmentation de la volatilité entraîne une évaluation de la juste valeur plus élevée.

• **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** En général, la juste valeur de la protection de crédit achetée augmente à mesure que les spreads de crédit ou les taux de crédit initiaux augmentent ou diminuent, et la juste valeur de la capacité de financement garanti augmente à mesure que les spreads de financement garanti augmentent. Les spreads de crédit, les points de crédit initiaux et les taux de recouvrement sont fortement associés à des facteurs de risque distincts des obligations de référence sous-jacentes, qui comprennent des facteurs spécifiques à chaque entité de référence tels que l'effet de levier, la volatilité et le secteur, les facteurs de risque basés sur le marché tels que les coûts d'emprunt ou la liquidité de l'obligation de référence sous-jacente, et les conditions macroéconomiques.

En raison du caractère distinctif de chaque instrument dérivé de niveau 3 de la société, l'interaction entre les paramètres n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.

Autres actifs et passifs financiers. Les paramètres non observables significatifs d'autres actifs et passifs financiers comprennent :

• **Contrats de prise en pension et de mise en pension et titres empruntés et prêtés.** En décembre 2022, les paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les contrats de prise en pension de niveau 3 sont intégrés aux informations relatives aux instruments de trésorerie de négociation portant sur les paramètres non observables. Veuillez consulter les rubriques « Instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts » et « Instruments dérivés » ci-dessus. En décembre 2022 et décembre 2021, il n'y avait pas de titres de niveau 3 empruntés, de contrats de mise en pension ni de titres prêtés.

• **Autres financements garantis.** En décembre 2022 et décembre 2021, les paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les autres financements garantis de niveau 3 sont intégrés dans les informations sur les instruments dérivés, les instruments de trésorerie de négociation, les investissements et les prêts liés à des paramètres non observables. Veuillez consulter les rubriques « Instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts » et « Instruments dérivés » ci-dessus.

• **Emprunts non garantis.** En décembre 2022 et décembre 2021, les paramètres non observables significatifs utilisés pour valoriser les emprunts non garantis de niveau 3 sont intégrés dans les informations sur les instruments dérivés, les instruments de trésorerie de négociation, les investissements et les prêts liés à des paramètres non observables. Veuillez consulter les rubriques « Instruments de trésorerie de négociation, investissements et prêts » et « Instruments dérivés » ci-dessus.

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie de juste valeur

Au cours de l'exercice clos en décembre 2022 et en décembre 2021, il n'y a pas eu de transferts significatifs entre les actifs et passifs financiers de niveau 1 et 2 évalués à la juste valeur de manière récurrente.

Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués à l'aide de techniques qui intègrent des paramètres non observables

La juste valeur des actifs et passifs financiers peut être déterminée en tout ou en partie à l'aide d'une technique de valorisation fondée sur des hypothèses qui ne sont pas étayées par les prix des opérations actuels observables sur le marché pour le même instrument ou sur la base de paramètres de marché observables disponibles. La modification de ces hypothèses se reflète sur l'estimation de la juste valeur qui en résulte. L'impact potentiel de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables pour les valorisations, y compris des paramètres non observables significatifs, a été évaluée à environ 462 millions de dollars en décembre 2022 et 353 millions de dollars en décembre 2021 pour les changements favorables, et à 199 millions de dollars en décembre 2022 et 211 millions de dollars en décembre 2021 pour les changements défavorables. Pour identifier d'autres hypothèses défavorables envisageables, un examen détaillé du niveau d'activité et des positions a été effectué afin de détecter et de quantifier les cas où il existait une incertitude potentielle. Cet examen tient compte de la juste valeur des positions par rapport à l'éventail des informations de marché disponibles.

En décembre 2022, l'impact des variations favorables s'explique principalement par l'évolution des ajustements de valorisation liés aux instruments dérivés sur actions et titres à revenu fixe et aux variations des hypothèses liées à la valorisation des spreads de financement garanti et des titres de participation. En décembre 2021, l'impact des variations favorables s'explique principalement par l'évolution des ajustements de valorisation liés aux instruments dérivés sur actions et titres à revenu fixe et aux variations des hypothèses liées à la valorisation des spreads de

financement garanti. En décembre 2022 et décembre 2021, l'impact des changements défavorables s'explique principalement par l'évolution des hypothèses liées à la valorisation des spreads de financement garanti, de la volatilité et des paramètres de corrélation et des spreads de crédit.

Le tableau ci-dessous présente les montants non comptabilisés au compte de résultat qui correspondent à la différence entre la juste valeur des actifs et passifs financiers lors de leur comptabilisation initiale en utilisant les techniques de valorisation et le prix de transaction (résultat au jour 1).

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Solde de début	\$ 190	\$ 209
Nouvelles opérations	157	125
Montants comptabilisés au compte de résultat au cours de l'exercice	(141)	(144)
Solde de clôture	\$ 206	\$ 190

Rollforward de niveau 3

Le tableau ci-dessous présente un résumé des variations de juste valeur pour tous les actifs et passifs financiers de niveau 3 évalués à la juste valeur de manière récurrente.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Total des actifs financiers		
Solde de début	\$ 5 760	\$ 6 365
Plus-values/(moins-values)	(847)	636
Achats	1 008	747
Ventes	(309)	(214)
Règlements	(1 669)	(1 739)
Transferts vers le niveau 3	1 490	426
Transferts hors du niveau 3	(705)	(461)
Solde de clôture	\$ 4 728	\$ 5 760
Total des passifs financiers		
Solde de début	\$ (18 239)	\$ (13 450)
Plus-values/(moins-values)	1 780	(477)
Achats	76	15
Ventes	(469)	(692)
Emissions	(2 303)	(12 318)
Règlements	5 322	8 026
Transferts vers le niveau 3	(794)	(540)
Transferts hors du niveau 3	6 752	1 197
Solde de clôture	\$ (7 875)	\$ (18 239)

Dans le tableau ci-dessus :

- Si un actif ou un passif financier a été transféré au niveau 3 au cours d'une période de déclaration, la totalité de la plus-value ou de la moins-value réalisée pour cet actif au cours de la période est classée en niveau 3. Pour les actifs financiers de niveau 3, les augmentations sont présentées comme des montants positifs, tandis que les diminutions sont présentées comme des montants négatifs. Pour les passifs financiers de niveau 3, les augmentations sont présentées comme des montants négatifs, tandis que les diminutions sont présentées comme des montants positifs.
- Les transferts entre différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont constatés au début période de référence au cours de laquelle ils ont lieu. Par conséquent, les tableaux n'incluent pas les plus-values ou moins-values sur les actifs et passifs financiers de niveau 3 qui ont été transférés hors du niveau 3 avant la fin de la période.
- Les actifs et passifs financiers de niveau 3 sont fréquemment couverts économiquement par des actifs et passifs financiers de niveaux 1 et 2. Par conséquent, les plus-values ou moins-values de niveau 3 qui sont déclarées pour une catégorie donnée d'actif ou de passif financier peuvent être partiellement compensées par des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1 ou au niveau 2 de la même catégorie d'actif ou de passif financier ou par des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1, 2 ou 3 d'une catégorie différente d'actif ou de passif financier. En conséquence, les plus-values ou moins-values incluses dans le rollforward de niveau 3 ne constituent pas nécessairement l'impact global sur les résultats d'exploitation, la liquidité ou les ressources en capital de l'entreprise.
- Les plus-values/(moins-values) sont principalement attribuables aux variations des plus ou moins-values latentes relatives aux actifs et passifs financiers de niveau 3.

• Les plus-values/(moins-values) nettes sur les actifs financiers de niveau 3 pour les exercices clos en décembre 2022 et décembre 2021 sont présentées à la rubrique « Chiffre d'affaires net » du compte de résultat.

• Les plus-values nettes sur les passifs financiers de niveau 3 d'1,78 milliard de dollars pour l'exercice clos en décembre 2022 comprennent des plus-values d'1,62 milliard de dollars constatées à la rubrique « Chiffre d'affaires net » du compte de résultat et des plus-values de 162 millions de dollars déclarées à la rubrique « Ajustement de la valorisation de la dette » de l'état du résultat global. Les moins-values nettes sur les passifs financiers de niveau 3 de 477 millions de dollars pour l'exercice clos en décembre 2021 comprennent des moins-values de 475 millions de dollars constatées à la rubrique « Chiffre d'affaires net » du compte de résultat et des moins-values de 2 millions de dollars déclarées à la rubrique « Ajustement de la valorisation de la dette » de l'état du résultat global.

Le tableau ci-dessous propose une ventilation, par postes du bilan, des informations relatives aux actifs financiers figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Contrats garantis		
Solde de début	\$ 121	\$ —
Plus-values/(moins-values)	(3)	—
Transferts vers le niveau 3	—	121
Solde de clôture	\$ 118	\$ 121
Actifs de négociation		
Solde de début	\$ 5 479	\$ 6 122
Plus-values/(moins-values)	(865)	608
Achats	1 001	747
Ventes	(309)	(210)
Règlements	(1 606)	(1 716)
Transferts vers le niveau 3	1 490	244
Transferts hors du niveau 3	(705)	(316)
Solde de clôture	\$ 4 485	\$ 5 479
Investissements		
Solde de début	\$ 105	\$ 132
Plus-values/(moins-values)	22	29
Achats	7	—
Ventes	—	(3)
Règlements	(63)	(18)
Transferts vers le niveau 3	—	61
Transferts hors du niveau 3	—	(96)
Solde de clôture	\$ 71	\$ 105
Emprunts		
Solde de début	\$ 55	\$ 111
Plus-values/(moins-values)	(1)	(1)
Ventes	—	(1)
Règlements	—	(5)
Transferts hors du niveau 3	—	(49)
Solde de clôture	\$ 54	\$ 55

Le tableau ci-dessous propose une ventilation, par postes du bilan, des informations relatives aux passifs financiers figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

<i>En millions de dollars</i>	Exercice clos en décembre	
	2022	2021
Financements garantis		
Solde de début	\$ (380)	\$ (240)
Plus-values/(moins-values)	(66)	(28)
Emissions	(275)	(75)
Règlements	326	(28)
Transferts vers le niveau 3	—	(9)
Solde de clôture	\$ (395)	\$ (380)
Passifs de négociation		
Solde de début	\$ (3 722)	\$ (3 558)
Plus-values/(moins-values)	281	(893)
Achats	76	15
Ventes	(469)	(692)
Règlements	768	1 394
Transferts vers le niveau 3	(206)	(268)
Transferts hors du niveau 3	940	280
Solde de clôture	\$ (2 332)	\$ (3 722)
Emprunts non garantis		
Solde de début	\$ (14 137)	\$ (9 652)
Plus-values/(moins-values)	1 565	444
Emissions	(2 028)	(12 243)
Règlements	4 228	6 660
Transferts vers le niveau 3	(588)	(263)
Transferts hors du niveau 3	5 812	917
Solde de clôture	\$ (5 148)	\$ (14 137)

Transferts entre les niveaux 2 et 3 de la hiérarchie de juste valeur

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont généralement lieu en raison de changements du niveau de transparence des paramètres de niveau 3. L'absence de preuves de marché réduit la transparence, tandis que la disponibilité accrue des preuves de marché accroît la transparence.

Actifs financiers

Exercice clos en décembre 2022

Actifs de négociation. Les transferts vers les actifs de négociation de niveau 3 reflètent principalement les transferts de certains titres de participation de niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence des prix résultant de l'absence de preuves de marché, notamment en raison du nombre réduit d'opérations sur ces instruments.

Les transferts hors des actifs de négociation de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains instruments de trésorerie vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de rendement.

Exercice clos en décembre 2021

Contrats garantis. Les transferts vers des contrats garantis de niveau 3 reflètent principalement les transferts de contrats de prise en pension de niveau 2 en raison du manque de transparence résultant de l'absence de preuves de marché sur ces instruments.

Actifs de négociation. Les transferts vers les actifs de négociation de niveau 3 reflètent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Les transferts hors des actifs de négociation de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains instruments de trésorerie vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de rendement.

Investissements. Les transferts vers les investissements de niveau 3 reflètent principalement les transferts d'investissements depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de rendement.

Les transferts hors des investissements de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains investissements vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de rendement.

Prêts. Les transferts hors des prêts de niveau 3 concernent les transferts de certains prêts vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de rendement.

Passifs financiers

Exercice clos en décembre 2022

Passifs de négociation. Les transferts vers les passifs de négociation de niveau 3 reflètent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Les transferts hors des passifs de négociation de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Emprunts non garantis. Les transferts vers des emprunts non garantis de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments financiers hybrides depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Les transferts hors des emprunts non garantis de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la réévaluation du caractère significatif de certains paramètres de spread de crédit.

Exercice clos en décembre 2021

Financements garantis. Les transferts vers des financements garantis de niveau 3 n'ont pas été significatifs.

Passifs de négociation. Les transferts vers les passifs de négociation de niveau 3 reflètent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Les transferts hors des passifs de négociation de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments dérivés sur actions vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Emprunts non garantis. Les transferts vers des emprunts non garantis de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments financiers hybrides depuis le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la moindre transparence de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Les transferts hors des emprunts non garantis de niveau 3 concernent principalement les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, qui s'expliquent principalement par la transparence accrue de certains paramètres de volatilité et de corrélation.

Juste valeur des actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur

La société disposait d'actifs financiers non évalués à la juste valeur de 176,67 milliards de dollars en décembre 2022 et de 219,43 milliards de dollars en décembre 2021. Etant donné que la quasi-totalité de ces soldes est à court terme, leur valeur comptable au bilan constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

Le tableau ci-dessous présente les passifs financiers de la société qui ne sont pas évalués à la juste valeur par échéance prévue.

En millions de dollars	En décembre	
	2022	2021
Courant	\$ 144 021	\$ 167 014
Non courant	54 314	56 615
Total	\$ 198 335	\$ 223 629

Dans le tableau ci-dessus :

- Les passifs financiers courants sont à court terme et, par conséquent, leur valeur comptable au bilan constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

• Les passifs financiers non courants concernent principalement les prêts interentreprises et contrats de mise en pension à long terme. Les taux d'intérêt de ces instruments sont de nature variable et s'approchent des taux d'intérêt du marché pour des instruments ayant des conditions et caractéristiques similaires. Ainsi, leur valeur comptable au bilan constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

Note 30.

Gestion des risques financiers et gestion des capitaux

Certaines informations relatives à la gestion des risques financiers et à la gestion des capitaux de la société ont été présentées parallèlement à d'autres informations relatives à la gestion des risques et à la réglementation dans la Partie I du présent rapport annuel et, le cas échéant, sont indiquées comme auditées.

Echéance des passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente une analyse des flux de trésorerie des passifs financiers par échéance contractuelle, à l'exception des passifs de négociation, qui sont classés comme des passifs de négociation/à la demande et reflètent le rôle de teneur de marché de la société.

Dans le tableau ci-dessous :

- Les flux de trésorerie par échéance contractuelle incluent les intérêts courus sur les passifs financiers.
- Les passifs financiers, à l'exception de ceux qui sont détenus à des fins de négociation ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat, sont présentés aux flux de trésorerie non actualisés. Les justes valeurs des passifs financiers détenus à des fins de négociation et des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat ont été présentées dans la mesure où elles concordent avec les valeurs utilisées dans la gestion du risque de liquidité de ces instruments.
- Le risque de liquidité des instruments dérivés est atténué par des accords-cadres de compensation et des accords de garantie en espèces.
- Les emprunts non garantis comprennent certains titres de créance émis associés à des événements déclencheurs qui ne relèvent pas du contrôle de la société et qui pourraient être remboursés avant leur date d'échéance contractuelle.

<i>En millions de dollars</i>	Négociation /à la demande	Inférieur à 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - d'1 an	1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
En décembre 2022							
Financements garantis	\$ 22 830	\$ 31 681	\$ 10 753	\$ 21 145	\$ 37 013	\$ 1 513	\$ 124 935
Dettes envers la clientèle et autres dettes	110 983	—	—	—	—	—	110 983
Passifs de négociation	844 313	—	—	—	—	—	844 313
Emprunts non garantis	1 935	2 325	4 573	8 573	37 018	33 572	87 996
Autres passifs	1 780	1 308	7	6	1 059	38	4 198
Total - au bilan	981 841	35 314	15 333	29 724	75 090	35 123	1 172 425
Engagements au titre des contrats garantis	2 107	102 471	5 337	8 028	1 716	—	119 659
Autres	4 245	—	—	3	573	—	4 821
Total - hors bilan	6 352	102 471	5 337	8 031	2 289	—	124 480
Total	\$ 988 193	\$ 137 785	\$ 20 670	\$ 37 755	\$ 77 379	\$ 35 123	\$ 1 296 905
En décembre 2021							
Financements garantis	\$ 37 616	\$ 59 403	\$ 15 312	\$ 30 841	\$ 60 144	\$ 1 257	\$ 204 573
Dettes envers la clientèle et autres dettes	119 883	—	—	—	—	—	119 883
Passifs de négociation	694 982	—	—	—	—	—	694 982
Emprunts non garantis	1 983	3 346	4 002	10 122	30 698	33 871	84 022
Autres passifs	1 753	1 690	7	26	1 324	21	4 821
Total - au bilan	856 217	64 439	19 321	40 989	92 166	35 149	1 108 281
Engagements au titre des contrats garantis	186	118 812	3 368	17 078	1 576	—	141 020
Autres	3 198	—	1 089	164	409	1	4 861
Total - hors bilan	3 384	118 812	4 457	17 242	1 985	1	145 881
Total	\$ 859 601	\$ 183 251	\$ 23 778	\$ 58 231	\$ 94 151	\$ 35 150	\$ 1 254 162

Note 31.

Actifs transférés

Les actifs sont toujours comptabilisés dans leur intégralité. Au cours de l'exercice clos en décembre 2022, la société a transféré certains actifs financiers dans le cadre de transferts qui ne satisfaisaient pas aux critères de décomptabilisation énoncés dans la norme IFRS 9. Par conséquent, la société continue à comptabiliser intégralement ces actifs au bilan.

La société transfère des actifs détenus à des contreparties dans le cours normal des affaires afin de garantir les contrats de mise en pension et d'autres opérations de prêt de titres. Dans le cadre de ces opérations, les actifs transférés continuent d'être comptabilisés à des fins comptables par la société car ces opérations requièrent la mise en pension des instruments financiers à l'échéance du contrat et la société reste exposée au risque de prix, de crédit et de taux d'intérêt associé à ces instruments. Lorsque la société reçoit des produits en espèces provenant du transfert de l'actif, un passif financier est comptabilisé au titre de la contrepartie perçue et enregistré dans les financements garantis. Lorsque la société perçoit des garanties autres que des espèces (sous forme de titres), aucun passif n'est comptabilisé initialement. En cas de cession ultérieure des garanties reçues, l'obligation de restitution de la garantie est constatée en tant que passif dans les passifs de négociation.

Outre les contrats de mise en pension et de prêt de titres, la société obtient des financements dans le cadre de dispositifs qui ne répondent pas aux critères de décomptabilisation. On peut citer, par exemple, les ventes de titres liés à des instruments dérivés, par le biais desquels la société conserve la quasi-totalité du risque et du rendement des actifs transférés. C'est le cas notamment des swaps sur rendement total. Un passif financier est alors comptabilisé à hauteur du produit perçu.

Les autres actifs financiers transférés qui continuent d'être comptabilisés au bilan à des fins comptables concernent les nantissements de titres en garantie, principalement pour les opérations sur instruments dérivés. Les obligations découlant de ces instruments dérivés sont comptabilisées dans les passifs de négociation.

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers transférés qui demeurent malgré tout au bilan à des fins comptables.

<i>En millions de dollars</i>	En décembre	
	2022	2021
Obligations gouvernementales et d'agences	\$ 14 034	\$ 22 037
Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs	135	266
Instruments de dette d'entreprise	7 444	7 694
Titres de participation	22 990	43 610
Instruments de trésorerie de négociation	44 603	73 607
Instruments de dette d'entreprise	26	100
Titres de participation	6	13
Investissements	32	113
Total	\$ 44 635	\$ 73 720

La valeur comptable des passifs financiers associés se rapproche généralement de la valeur comptable des actifs transférés.

Actifs décomptabilisés avec exposition continue. La société continue à s'impliquer, dans le cadre d'opérations sur instruments dérivés et de garanties, dans certaines entités structurées non consolidées à qui elle transfère des actifs financiers. Ces instruments dérivés peuvent être liés par le crédit à l'actif transféré et entraînent la conservation par la société des risques spécifiques dans l'actif transféré ou exigent de la société qu'elle verse des paiements à l'entité structurée pour compenser les pertes sur l'actif si certains événements éventuels se produisent.

Par ailleurs, la société transfère des actifs financiers à des véhicules de titrisation. La société reçoit généralement des espèces en échange des actifs transférés, mais elle peut rester impliquée dans les actifs transférés, par exemple en détenant des participations bénéficiaires dans les actifs financiers titrisés, principalement sous forme d'instruments de créance. La société peut également acquérir des titres de premier rang ou subordonnés émis par des véhicules de titrisation dans le cadre d'activités de tenue de marché secondaire.

Si la société reste impliquée dans les actifs transférés par le biais d'instruments dérivés ou de garanties, l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel de l'instrument dérivé ou de la garantie. Pour les participations conservées ou acquises dans des actifs titrisés, le risque de perte de la société se limite à la juste valeur de ces participations. Dans tous les cas, ces participations conservées sont comptabilisées à la juste valeur.

La société comptabilise les actifs dont le transfert à la juste valeur est imminent et ne comptabilise donc généralement pas de plus-values ou de moins-values significatives lors du transfert des actifs. La société n'a aucune implication continue qui pourrait l'obliger à mettre en pension des actifs financiers décomptabilisés.

Les tableaux ci-dessous présentent des informations sur l'exposition due à l'implication continue et les plus-values ou moins-values liées à ces opérations.

	Valeur comptable	Exposition maximale aux pertes
<i>En millions de dollars</i>		
En décembre 2022		
Actifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ —
Instruments dérivés	105	1 123
Actifs de négociation	105	1 123
Total	\$ 105	\$ 1 123
Passifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ 2
Instruments dérivés	(43)	559
Passifs de négociation	(43)	561
Total	\$ (43)	\$ 561
En décembre 2021		
Actifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ —
Instruments dérivés	98	1 144
Actifs de négociation	98	1 144
Total	\$ 98	\$ 1 144
Passifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ 2
Instruments dérivés	(22)	544
Passifs de négociation	(22)	546
Total	\$ (22)	\$ 546

	Produit/ (charge) de l'exercice	Produit/(ch arge) cumulé
<i>En millions de dollars</i>		
En décembre 2022		
Actifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ 133
Instruments dérivés	24	287
Actifs de négociation	24	420
Total	\$ 24	\$ 420
Passifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ 1	\$ 1
Instruments dérivés	(11)	15
Passifs de négociation	(10)	16
Dettes envers la clientèle et autres dettes	—	(1)
Total	\$ (10)	\$ 15
En décembre 2021		
Actifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ 133
Instruments dérivés	52	263
Actifs de négociation	52	396
Total	\$ 52	\$ 396
Passifs		
Instruments de trésorerie de négociation	\$ —	\$ —
Instruments dérivés	30	26
Passifs de négociation	30	26
Dettes envers la clientèle et autres dettes	—	(1)
Total	\$ 30	\$ 25

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la succursale au 85 Av. Marceau 75116 Paris